

Résumé de la session 2022 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable : 5-15 juillet 2022

« Révez grand, Parlez fort » a chanté un chœur d'enfants de New York lors de la réunion ministérielle de la session 2022 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN). « Et mettez en œuvre vos engagements », ont exhorté de nombreux représentants de la société civile, réunis pour l'événement annuel dans le contexte d'une pandémie mondiale en cours, assorties de tensions géopolitiques et de conflits ouverts et du changement climatique, pour l'examen des progrès réalisés sur les Objectifs de développement durable (ODD).

Au cours de la réunion de deux semaines, alors que les journaux du matin étaient remplis d'histoires sur la guerre russe en Ukraine et sur les reculs des droits des femmes, les vagues de chaleur sans précédent et la chute de trois gouvernements, les délégués ont été appelés à donner la priorité à l'action pour :

- Investir dans un accès équitable aux vaccins, notamment par le partage de licences pour permettre aux pays de produire des vaccins et d'autres produits médicalement importants ;
- S'attaquer aux crises alimentaire, énergétique et des engrais, qui ont émergé de la guerre en Ukraine ;
- Accroître les investissements dans les protections sociales et sanitaires, en particulier pour les femmes ;
- Accroître la participation significative des jeunes à la prise de décision ;
- Investir dans l'être humain, notamment par le biais du Sommet Transformer l'éducation ;
- « Maintenir l'objectif +1,5°C en vie », notamment en mettant fin à la dépendance aux énergies fossiles et en investissant dans les énergies renouvelables ; et
- Examiner l'accès et l'éligibilité des pays en développement à des financements concessionnels.

La première réunion en mode présentiel FPHN en trois ans a examiné cinq ODD en particulier les : ODD 4 (éducation de qualité), 5 (égalité hommes-femmes), 14 (vie aquatique), 15 (vie terrestre) et 17 (partenariats pour les objectifs). La prise en compte des impacts de la pandémie de COVID-19 sur tous les ODD et de la nature intégrée, indivisible et interdépendante des objectifs a été un thème important tout au long de la réunion. Les discussions ont également porté spécifiquement sur les besoins des pays en développement, notamment, sur la manière dont un Indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM) discuté depuis longtemps pourrait aider les décideurs politiques à intégrer les évaluations des risques dans leur prise de décision.

Quarante-quatre pays ont présenté leurs examens nationaux volontaires (ENV) lors de l'édition 2022 du FPHN. Ces sessions ont facilité le partage d'expériences, y compris les réussites, les défis et les enseignements tirés.

L'édition 2022 du FPHN a également commencé à planifier le deuxième « Sommet des ODD » qui se tiendra en septembre

2023 lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les États membres ont été mis au défi d'être « disruptif » dans leur planification de la session et de saisir l'occasion que ce sommet pourrait offrir pour se remettre sur les rails.

Le dernier après-midi, le FPHN a adopté une déclaration ministérielle de 142 paragraphes qui avait été négociée par les États membres sur une période de six mois. Un paragraphe de la Déclaration a fait l'objet d'un vote, en raison de désaccords de longue date sur le libellé relatif à « la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous occupation coloniale et étrangère ».

Les déclarations de clôture de plusieurs délégations ont révélé des différences d'approche du développement durable. Par exemple, certaines délégations se sont prononcées fermement en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles, tandis que d'autres ont débattu de l'inclusion d'un nouveau libellé sur les « formes multiples et croisées de

Dans ce numéro

Bref historique du FPHN	2
Compte rendu du FPHN de 2022	3
Reconstruire en mieux et faire progresser les ODD.	3
Focalisation sur les ODD	3
Examens nationaux volontaires	7
Agir au niveau local	11
Garantir l'égalité d'accès aux vaccins et aux ressources dans les pays les plus pauvres	12
En route vers l'édition 2023 du Sommet des ODD ..	12
Reconstruire en mieux dans les situations de vulnérabilité	12
Présentation du rapport sur le 10YFP sur les modes de consommation et de production durables	13
Vision de la société civile : ne laisser personne de côté pour mieux se redresser	13
La réunion ministérielle	13
Séance de clôture	14
Déclaration ministérielle	16
Brève analyse de l'édition 2022 du FPHN.....	17
Réunions à venir	19
Glossaire	19

discrimination ». D'autres délégations ont déploré l'exclusion de la référence au droit inaliénable au développement et aux responsabilités communes mais différenciées et aux capacités respectives, à la lumière des situations nationales, une délégation soulignant son opposition à un texte évoquant un rôle des migrants dans la réalisation du programme de développement durable. Dans l'ensemble, cependant, les délégués ont rejoint le consensus sur la Déclaration, qui est "plus longue que le Programme 2030 lui-même", dans l'espoir qu'elle guidera davantage la mise en œuvre des ODD.

L'édition 2022 du FPHN s'est réunie sous les auspices du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) du 5 au 7 et du 11 au 15 juillet 2022 au siège des Nations Unies à New York. Plusieurs centaines de réunions et d'événements spéciaux, de laboratoires d'ENV et d'expositions ont eu lieu en modes présentiel et virtuel durant le FPHN auquel ont pris part six chefs d'État et de gouvernement, plus de 130 vice-premiers ministres, ministres et secrétaires d'État, ainsi que d'autres représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et de la société civile.

Bref historique du FPHN

Le FPHN a été créé en juillet 2013 par la résolution [67/290](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), en tant que principal forum pour les questions de développement durable au sein de l'ONU. Le FPHN est l'un des principaux résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20) et a remplacé la Commission du développement durable (CDD), qui avait été créée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (Sommet de la Terre). La résolution de l'AGNU appelle le FPHN à se réunir sous les auspices de l'ECOSOC chaque année, et sous les auspices de l'AGNU tous les quatre ans, pour :

- Fournir un leadership politique, des directives et des recommandations pour le développement durable;
- Suivre et évaluer les progrès dans la mise en œuvre des engagements de développement durable ;
- Renforcer l'intégration des trois dimensions du développement durable ; et
- Avoir un programme ciblé, dynamique et orienté vers l'action, garantissant une prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents en matière de développement durable.

En septembre 2015, le Sommet des Nations Unies sur le développement durable a adopté « Transformer notre monde : Programme de développement durable à l'horizon 2030 », un ensemble de 17 ODD, 169 cibles comprenant un cadre de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre. Le Programme 2030 appelle le FPHN à jouer un rôle central dans le processus de suivi et d'évaluation au niveau mondial, et à effectuer des examens nationaux volontaires dirigés par les États.

Principaux tournants

Premières sessions du FPHN : La session inaugurale d'une journée du FPHN s'est tenue le 24 septembre 2013 sous les auspices de l'AGNU à la suite de la session de clôture de la CDD. Les chefs d'État et de gouvernement y ont formulé un certain nombre de propositions concrètes sur le rôle du FPHN, affirmant qu'il devrait inclure les parties prenantes, mettre l'accent sur la responsabilité, examiner le programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre des ODD, et examiner les questions d'un point de vue scientifique et d'un point de vue local. Il y avait une entente générale sur la nécessité d'un véritable équilibre entre les trois dimensions du développement durable, et pour le FPHN de chercher à intégrer ces dimensions dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Les sessions de 2014 et 2015 se sont concentrées sur le comblement des lacunes dans la mise en œuvre des objectifs du

Millénaire pour le développement (OMD) et sur le rôle potentiel du FPHN post-2015, respectivement dans la mise en œuvre et l'évaluation.

Session du FPHN de 2016 : La quatrième session du FPHN (11-20 juillet 2016) a été la première à avoir lieu après l'adoption du Programme 2030. Il s'agissait également de la première session à inclure des ENV, et 22 pays ont partagé leurs expériences avec le Programme 2030. Cette session a également été la première où des éléments de la Déclaration ministérielle ont été soumis à un vote. Un paragraphe controversé relatif à l'Accord de Paris sur le changement climatique est resté intact après le vote.

Session du FPHN de 2017 : Des examens approfondis des ODD ont été lancés lors de cette session (10-19 juillet 2017), en se concentrant sur six objectifs : l'ODD 1 (éradiquer la pauvreté) ; l'ODD 2 (zéro faim) ; l'ODD 3 (bonne santé et bien-être) ; l'ODD 5 (égalité hommes-femmes) ; l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure) ; et l'ODD 14 (vie aquatique). L'ODD 17 (partenariats) a également été revu et sera revu annuellement au cours de ce premier cycle. Quarante-trois pays ont présenté des ENV. Deux éléments de la Déclaration ministérielle – relatifs aux territoires occupés et au système commercial multilatéral – ont été mis aux voix. Alors que la Déclaration a été adoptée avec les deux paragraphes recevant un soutien écrasant, un certain nombre de pays se sont abstenus de voter, protestant que le processus de vote lui-même a dilué un signal politique fort du FPHN.

Session du FPHN de 2018 : Cette session (9-18 juillet 2018) s'est concentrée sur le thème de la « Transformation vers des sociétés durables et résilientes ». Cinq objectifs ont été passés en revue outre l'ODD 17 : l'ODD 6 (eau propre et assainissement) ; l'ODD 7 (énergie abordable et propre) ; l'ODD 11 (villes et communautés durables) ; l'ODD 12 (consommation et production responsables) ; et l'ODD 15 (vie terrestre). Quarante-six pays ont présenté des ENV. Une déclaration ministérielle a été adoptée, suite à un vote sur le texte dans son ensemble, et plus particulièrement sur les moyens de mise en œuvre et les partenariats mondiaux, la paix et la sécurité, et l'égalité hommes-femmes.

Session du FPHN de 2019 : Cette session (9-19 juillet 2019) a clôturé le premier cycle de quatre ans du FPHN. Le principal message de la réunion était que la réponse mondiale à la mise en œuvre des ODD n'avait pas été suffisamment ambitieuse et qu'un engagement renouvelé et une action accélérée étaient nécessaires pour atteindre les ODD à temps. La session s'est concentrée sur le thème "Autonomiser les gens et assurer l'inclusion et l'égalité". Cinq ODD ont été examinés outre l'ODD 17 : l'ODD 4 (éducation de qualité) ; l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) ; l'ODD 10 (inégalités réduites) ; l'ODD 13 (action pour le climat) ; et l'ODD 16 (paix, justice et institutions fortes). Des ENV ont été présentés par 47 pays au cours du segment ministériel, sept d'entre eux présentant pour la deuxième fois

Sommet sur les ODD : Le Sommet sur les ODD (24-25 septembre 2019) a été la première session du FPHN à se tenir sous les auspices de l'AGNU depuis l'adoption du Programme 2030. Les chefs d'État et de gouvernement ont passé en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses 17 ODD, avec un peu plus d'une décennie avant la date cible de 2030. Le Sommet a comporté six « dialogues des dirigeants » sur : les méga-évolutions ayant une incidence sur la réalisation des ODD ; l'accélération de la réalisation des ODD ; les points d'entrée critiques ; des mesures permettant de tirer parti des progrès accomplis dans l'ensemble des ODD ; le besoin de localiser les ODD ; les partenariats pour le développement durable ; et la vision pour 2020-2030. Une déclaration politique a été adoptée lors du segment d'ouverture, sur le thème "Se préparer pour une décennie d'action et de réalisation pour le

développement durable : Déclaration politique du Sommet sur les objectifs de développement durable”.

Session du FPHN de 2020 : Cette réunion visait à l’origine à lancer un nouveau cycle de quatre ans pour examiner la mise en œuvre des ODD et évaluer les progrès vers la réalisation du Programme 2030. Au lieu de cela, en raison de la pandémie de COVID-19, la réunion s’est tenue en mode virtuel et l’ordre du jour s’est concentré sur l’impact de la pandémie et sur la manière de “reconstruire en mieux”. Quarante-sept pays y ont présenté des ENV, dont 26 pour la première fois. La réunion s’est terminée sans l’adoption d’une déclaration ministérielle, faute de consensus et de procédures de vote, s’agissant d’une réunion virtuelle.

Session du FPHN de 2021 : Cette session s’est déroulée dans un format hybride et s’est concentrée sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui promeut les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable : Construire une voie inclusive et efficace pour la réalisation du Programme 2030 dans le cadre de la décennie d’action et de mise en œuvre pour le développement durable ». À cette fin, le Forum a examiné les progrès réalisés sur neuf ODD :

- l’ODD 1 : Eradiquer la pauvreté
- l’ODD 2 : Zéro Faim
- l’ODD 3 : Bonne santé et bien-être
- l’ODD 8 : Travail décent et croissance économique
- l’ODD 10 : Inégalités réduites
- l’ODD 12 : Consommation et production responsables
- l’ODD 13 : Action pour le climat
- l’ODD 16 : Paix, justice et institutions solides
- l’ODD 17 : Partenariats

Au cours de la deuxième semaine de la réunion, 44 pays ont présenté des ENV, dont 10 débutants, 24 deuxièmes et 10 troisièmes.

Compte rendu du FPHN de 2022

Le Président de l’ECOSOC, Collen Vixen Kelapile, a ouvert le FPHN 2022 le mardi 5 juillet, soulignant que la pandémie de COVID-19 a ralenti la mise en œuvre du Programme 2030 et inversé les progrès sur de nombreux ODD. Il a indiqué toutefois que la pandémie a servi de « signal d’alarme » pour s’attaquer aux problèmes fondamentaux auxquels sont confrontées les sociétés. Il a mis en exergue l’opportunité de mieux reconstruire en utilisant le Programme 2030 comme modèle de relance.

Amina J. Mohammed, Vice-secrétaire générale des Nations Unies, a résumé les principaux messages des ENV, signalant que de nombreux pays ont commencé à introduire des politiques innovantes pour mieux reconstruire, notamment par le biais de moratoires sur la dette, de plans nationaux de résilience, de mesures de protection sociale renforcées et de l’expansion de l’économie numérique, et soulignant la nécessité de « transitions profondes » pour se remettre sur les rails.

Déclarant que 3 500 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires pour l’action climatique dans les économies des pays émergents et en développement, d’ici 2030, Nicholas Stern, London School of Economics, a donné la priorité à des politiques solides permettant d’encourager l’investissement, l’aide publique au développement (APD), le financement du secteur privé et le triplement du financement des banques multilatérales de développement.

Soulignant l’importance de la coordination, Suriya Chindawongse, Vice-présidente de l’ECOSOC, a appelé à l’équité et à l’autonomisation, à la durabilité et à la synergie, à un équilibre entre les sociétés humaines et la planète, et à une architecture harmonisée des Nations Unies pour atteindre les ODD qui se renforcent mutuellement.

Évoquant les crises mondiales actuelles de l’alimentation et de la chaîne d’approvisionnement, la pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine, Qu Dongyu, Directeur général de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), a souligné la nécessité de mettre en œuvre un système agroalimentaire durable qui peut être soutenu par le Centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies.

Mari Pangestu, Directrice générale de la politique de développement et des partenariats du Groupe de la Banque mondiale, a réitéré l’engagement de la Banque en faveur du développement vert et du développement bleu, notamment par la réduction des subventions aux pêcheries et la négociation d’un instrument mondial sur la pollution plastique.

Kaylash Satiyarti, Défenseur des ODD et lauréat du prix Nobel de la paix 2014, Inde, a condamné l’augmentation du travail des enfants et la perte d’accès à l’éducation pour les enfants en Afrique subsaharienne, et a appelé à un financement accru pour la protection sociale, pour le corps enseignant et pour les programmes d’alimentation scolaire.

Valentina Munoz Rabanal, Avocate des ODD et défenseure des jeunes féministes, Chili, a affirmé que les droits des femmes sont régulièrement renversés en temps de crise et a condamné la récente abrogation de l’accès à l’avortement par la Cour suprême des États-Unis. Elle a précisé que la liberté reproductive est prescrite par l’ODD 3 (bonne santé et bien-être).

Lors de la séance d’ouverture, les délégués ont également adopté l’ordre du jour (E/FPHN/2022/1) et regardé le clip vidéo de la chanson “Next Level” du groupe de K-pop Aespa.

Reconstruire en mieux et faire progresser les ODD

Le thème de la session du FPHN a été présenté lors d’une discussion de haut niveau, le mardi 5 juillet. Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des affaires économiques et sociales, a présenté le Rapport du Secrétaire général sur les progrès des ODD (E/2022/55). Il a souligné la nécessité de : s’attaquer aux inégalités en matière de vaccins ; donner la priorité à la relance à faible émission de carbone ; réformer l’architecture internationale de la finance et de la dette ; renouveler le contrat social entre les gouvernements et leurs citoyens pour fournir des biens publics mondiaux ; et générer et utiliser des données solides.

Ouvrant le débat public, le Modérateur Nikhil Seth, Directeur exécutif de l’Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), a invité les participants à se concentrer sur les solutions permettant de se remettre de la pandémie. Les intervenants ont souligné que : les pays en développement ont supporté de manière disproportionnée le poids des récents défis mondiaux tels que la COVID-19, les crises énergétique et alimentaire et l’augmentation des niveaux d’endettement ; les liens entre les ODD et la politique migratoire, l’éducation, la protection de l’emploi et les soins de santé ; l’importance de données désagrégées de haute qualité et d’un accès accru à la contraception et à une éducation sexuelle complète ; et l’interface homme-animal et la nécessité de prévenir la prolifération des maladies zoonotiques.

Un intervenant a recommandé de se concentrer sur le renforcement de la confiance entre les gouvernements et les jeunes, notamment par le biais de stratégies nationales co-détenues et co-crées pour la jeunesse.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-5jul2022

Focalisation sur les ODD

ODD 4 - Éducation de qualité : Mercredi 6 juillet, les délégués ont examiné l’ODD 4. Le Vice-président de l’ECOSOC, Diego Pary Rodríguez, a présidé cette séance et a souligné qu’elle

alimenterait le Sommet sur la transformation de l'éducation qui se tiendra en septembre 2022. Leonardo Garnier, Secrétaire général des Nations Unies, Conseiller pour le Sommet sur la transformation de l'éducation, a souligné que nous devons enclencher un mouvement capable de transformer l'éducation en un véritable droit humain pour tous.

La Division de statistique des Nations Unies a examiné les points saillants de l'ODD 4 dans le [Rapport de 2022 sur les Objectifs de Développement durable](#), que la Division de statistique des Nations Unies a lancé le 7 juillet 2022. Des exposés sur les innovations en matière d'éducation présentées dans les ENV d'Antigua-et-Barbuda et de la Géorgie ont également été présentés.

Au cours de la table ronde, les intervenants ont souligné la nécessité de :

- Rouvrir les écoles, renouveler l'engagement du monde envers l'éducation et investir dans l'éducation, la reprise et la résilience ;
- Atteindre chaque enfant et le maintenir à l'école, intensifier les évaluations de l'apprentissage aux niveaux national et régional et soutenir le bien-être physique et émotionnel des enfants ;
- Créer, pour les enseignants et les élèves, une « nouvelle donne » qui comprend la garantie de conditions de travail décentes, des droits du travail et d'un salaire décent pour les enseignants, et impliquer les enseignants dans les décisions politiques par le biais du dialogue social ;
- Veiller à ce que l'enseignement supérieur et professionnel soit adapté à son objectif ;
- Veiller à ce que les écoles valorisent les connaissances que les enfants pauvres ont apprises de leur famille ;
- Prendre en compte les groupes marginalisés, y compris les filles, les enfants des rues et les peuples autochtones, dans l'éducation ; et
- Investir dans des systèmes fiscaux solides et lutter contre la corruption pour financer l'éducation.

Les participants ont mis en relief : l'importance d'un accès équitable à l'éducation inclusive pour atteindre tous les ODD, et l'allocation budgétaire de 22 % de la Sierra Leone à l'éducation ; l'expérience de la Finlande avec des repas scolaires gratuits en tant que moteur de l'égalité et son engagement à reproduire cette pratique à l'échelle mondiale d'ici 2030 ; et la récente réforme législative visant à améliorer l'accès équitable à l'éducation à Madagascar. La nécessité de se remettre des pertes d'apprentissage causées par la COVID-19 et l'importance de l'éducation pour le développement durable (EDD) à tous les niveaux de l'éducation ont été soulignées.

D'autres délégués ont partagé des actions liées à la promotion de la science et de la technologie nucléaires ; la formation d'enseignants pour le développement de la petite enfance ; l'éducation inclusive, en particulier pour les communautés minoritaires ; des programmes d'éducation numériques et verts ; et l'éducation en tant que bien public. Les délégués ont également souligné l'importance d'ancrer l'équité entre les hommes et les femmes dans tous les systèmes et programmes éducatifs ; l'engagement des jeunes dans la planification des politiques d'éducation ; le comblement du fossé entre l'éducation publique et privée ; et le traitement de l'éducation comme un droit de l'homme.

Les délégués ont en outre souligné : la numérisation accrue de l'éducation en raison des fermetures d'écoles ; la valeur des partenariats au niveau municipal pour l'EDD ; le déplacement de l'accent de l'éducation axée sur la mémoire vers des compétences de recherche et la créativité ; les impacts de la guerre sur une éducation équitable et sûre en Ukraine ; et le travail du *Geneva Global Hub for Education in Emergencies*. Ils ont également parlé

de la nécessité de financements innovants pour l'éducation tels que les partenariats public-privé et les obligations de développement, et la fourniture d'une formation adéquate aux utilisateurs de la technologie numérique.

Les délégués ont ensuite partagé les progrès accomplis vers l'ODD 4 dans le contexte de la pandémie de COVID-19, certains craignant que les revers ne soient difficiles à surmonter en raison des fractures numériques qui frappent principalement les étudiants à faible revenu et les apprenants handicapés. Ils ont souligné le besoin d'investir dans les enseignants, de supprimer les obstacles à l'éducation et d'impliquer les parties prenantes, y compris les enfants, lors de l'élaboration de solutions politiques.

Ils ont dit qu'ils attendaient avec impatience le Sommet "Transformer l'éducation" comme une occasion de favoriser les progrès vers l'ODD 4.

ODD 5 - Égalité des genres : Jeudi 7 juillet, les délégués ont examiné l'ODD 5. S.A.R la Princesse Dina Mired de Jordanie a déclaré que les femmes sont les premières victimes de la pandémie de COVID-19 et qu'elles sont confrontées à des niveaux accrus de violence domestique.

Denis Mukwege, Lauréat du prix Nobel de la paix 2018, République démocratique du Congo, a souligné les progrès fragiles vers l'égalité des genres et les récents revers pour les droits des femmes. Il a appelé les gouvernements à investir dans les politiques et les organisations de base et à utiliser l'enveloppe d'outils législatifs du Rapport du Conseil consultatif sur l'égalité des genres du G7, qui repose sur quatre piliers : mettre fin à la violence sexiste ; assurer l'éducation et la santé pour tous ; promouvoir l'autonomisation économique ; et s'assurer de l'égalité complète entre les hommes et les femmes dans les politiques publiques.

Les délégués ont entendu les points saillants de l'édition de 2022 du Rapport sur les objectifs de développement durable sur les progrès vers l'ODD 5, qui comprend le fait que 641 millions de femmes ont été victimes de violences physiques et/ou sexuelles par un partenaire connu et qu'en 2020 les femmes représentaient près de 45 % des pertes d'emplois dans le monde.

Au cours du débat, les intervenants ont souligné la nécessité de :

- Modifier les normes sociales et culturelles pour permettre aux femmes de travailler et lutter contre la violence sexiste à l'échelle mondiale ;
- Impliquer pleinement les hommes dans la promotion de l'égalité des genres ;
- Adopter des systèmes de prise en charge non stigmatisants des victimes de violences basées sur le genre, prenant en compte l'assistance sanitaire, juridique et économique ;
- Respecter et faire respecter les cadres juridiques qui consacrent la santé et les droits sexuels et reproductifs ;
- Compenser les soins et le travail domestique non rémunérés pour renforcer le pouvoir économique des femmes ;
- S'assurer d'une législation solide pour promouvoir les droits des femmes, ainsi que protéger ceux qui travaillent pour les garantir ; et
- Assurer une budgétisation sensible au genre au niveau national, remédier à la fracture numérique entre les sexes et garantir l'accès des femmes à l'énergie.

Des initiatives d'entrepreneurs pour soutenir les femmes et les filles ont également été partagées, notamment : la formation des femmes à l'autodéfense au Népal ; les technologies d'échographies portables pour garantir des procédures de procréation plus sûres en Ouganda ; et une plateforme de marketing numérique pour les femmes au Zimbabwe. L'initiative Spotlight, un partenariat UE-ONU qui a fourni un soutien à plus de 1,6 million de femmes et de filles touchées par la violence sexiste, a également été mentionnée.

Les délégués ont parlé aussi de : « l'exode » des femmes du marché du travail en raison de la pandémie ; la législation de l'UE qui a entraîné une participation plus active des pères à la parentalité ; la coalition régionale d'Amérique centrale pour lutter contre la traite des personnes ; et la nécessité de ratifier la Convention n° 190 de l'Organisation internationale du travail sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail. Le Saint-Siège a appelé les délégués à « chérir » le rôle des femmes dans la famille et a regretté « l'importance excessive » accordée à la santé sexuelle et reproductive dans le discours sur l'autonomisation des femmes.

Les délégués ont souligné la nécessité d'intégrer la dimension de genre, de soutenir les droits des LGBTQI+ et de prévenir les discours de haine en ligne et hors ligne, d'établir une budgétisation sensible au genre et d'assurer la représentation des femmes à tous les niveaux de gouvernance. Ils ont également évoqué la nécessité de garantir les droits reproductifs, y compris l'accès à la contraception et à l'avortement, ont souligné une opportunité de lutter contre l'insécurité alimentaire en faisant progresser l'égalité pour les agricultrices, et ont reconnu les menaces posées aux droits des femmes résultant de la guerre de la Russie en Ukraine.

De nombreux pays ont souligné les initiatives nationales visant à promouvoir les droits des femmes. Les participants ont mis en garde contre la militarisation de la tradition, de la religion et de la culture qui porte atteinte aux droits des femmes, et ont décrit les impacts négatifs de la guerre et des déplacements sur les femmes et les filles. Ils ont également : souligné la nécessité de données désagrégées et d'une meilleure gestion des données ; noté la valeur des garderies pour permettre aux femmes de participer au marché du travail ; soutenu l'autonomisation économique des femmes et l'éducation de base universelle ; et appelé à ce que les progrès sur l'ODD 5 soient examinés à chaque session du FPHN.

ODD 14 - Vie aquatique : Jeudi 7 juillet, les délégués ont examiné l'ODD 14. Sylvia Earle, biologiste marine et exploratrice résidente, National Geographic Society, a souligné que nous devons travailler pour reconstruire et maintenir l'équilibre biogéochimique de l'océan, soulignant que l'océan soutient toute vie sur Terre.

Angela Paolini Ellard, Directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a exhorté les États membres de l'OMC à déposer leurs instruments d'acceptation de l'accord juridiquement contraignant récemment conclu pour réduire les subventions à la pêche.

Les délégués ont entendu les points saillants de l'édition 2022 du Rapport sur les Objectifs de développement durable sur les progrès accomplis vers l'ODD 14, qui note que les principales sources de pollution marine sont d'origine terrestre et qui décrit le lien entre l'acidification et l'incapacité croissante de l'océan à atténuer le changement climatique.

Au cours du groupe de discussion, les intervenants ont souligné :

- Un changement de récit et une prise de conscience et un financement croissants pour l'océan ;
- Le travail cohérent de toutes les agences travaillant sur l'océan, et l'importance d'impliquer les jeunes dans la prise de décision pour l'océan ;
- Le rôle croissant de la philanthropie privée dans la protection des océans ;
- Les travaux des commissions économiques régionales sur les interactions terre-mer telles que la pollution, et la promotion de solutions de financement telles que les obligations bleues, pour soutenir l'économie bleue ;
- L'importance cruciale des sciences océaniques pour la réalisation de tous les ODD ; et
- L'ODD 14 reçoit le niveau de financement le plus bas parmi tous les ODD.

Ils ont également mis en exergue la valeur : de l'introduction d'obligations bleues ; des solutions innovantes proposées par les jeunes ; des sciences océaniques interdisciplinaires ; de la coopération ; développer davantage les systèmes d'observation ; et de l'exploitation des opportunités numériques comme l'utilisation de la réalité virtuelle pour générer des « jumeaux numériques de l'océan ». Ils ont demandé : une planification intégrée ; la restauration des stocks de poissons ; la création d'entreprises durables et le partage des avantages avec les peuples autochtones et les communautés locales ; et l'utilisation du financement de manière stratégique tout en rationalisant et en simplifiant les processus de financement.

Les participants ont mis en exergue aussi : les engagements de la Norvège en faveur d'une gestion durable des océans d'ici 2025 ; l'importance d'une coopération renforcée à tous les niveaux ; les investissements dans des technologies innovantes telles que le poisson à base de plantes ; le programme *Blue Transformation* de la FAO ; les efforts de la *High Ambition Coalition* vers un traité sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ) ; plus de 400 engagements pris lors de la Conférence *Our Ocean* en avril 2022 ; et que 1 dollar investi dans l'océan peut générer 5 dollars de bénéfices sociaux, sanitaires et environnementaux.

Les délégués ont également abordé, entre autres questions : la brutalité policière à laquelle sont confrontés les jeunes défenseurs des océans ; la nécessité d'une assistance technique et financière et d'un renforcement des capacités des pays en développement pour relever les défis océaniques, notamment le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution plastique ; l'importance des emplois décents dans la transition vers les économies bleue et verte ; et la nécessité de mettre en œuvre le droit humain à un environnement sain.

Plusieurs autres initiatives visant à protéger les océans ont également été mentionnées, notamment : l'initiative Nuclear Technology de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour contrôler la pollution plastique et son Centre international de coordination sur l'acidification des océans ; l'initiative collaborative Blue Belt ; et la Déclaration pour l'amélioration des connaissances scientifiques marines, des capacités de recherche et du transfert de technologies marines aux petits États insulaires en développement (PEID), lancée par l'Alliance des Petits États Insulaires (AOSIS).

En conclusion, les conférenciers ont souligné la nécessité de : s'appuyer sur la dynamique politique de l'après Conférence des Nations Unies sur les océans de juin 2022 ; combler les lacunes en matière de données ; tirer parti de la technologie ; impliquer les communautés locales ; forger des partenariats multipartites ; et assurer un financement adéquat. Ils ont également souligné l'importance de la science et du partage des connaissances pour la protection de l'océan, notamment par : l'amélioration de la connaissance des océans ; l'investissement dans la science ; l'orientation de la science vers la gestion durable des océans ; l'investissement dans une planification spatiale marine fondée sur la science ; les échanges de connaissances entre différentes régions, notamment les enseignements tirés des pays du Sud ; et l'implication des jeunes par le biais du programme du Early Career Ocean Professional Network.

ODD 15 – La vie terrestre : Lundi 11 juillet, les délégués ont entendu les points saillants du Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur les progrès accomplis vers l'ODD 15. Il y est noté que la couverture forestière mondiale continue de diminuer à l'échelle mondiale, avec des pertes élevées, en particulier en Amérique latine et en Afrique saharienne, avec environ 40 000 espèces documentées menacées d'extinction. Il y est également souligné que l'expansion agricole est à l'origine de près de 90 % de la déforestation mondiale.

Les conférenciers ont souligné le besoin de :

- Redécouvrir notre place et notre responsabilité dans la nature pour atteindre les ODD ;
- Pour la 15^{ème} réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique (CBD COP 15), de s'assurer de la responsabilisation, du suivi et des moyens de mise en œuvre, et de réorienter les financements publics de manière plutôt à soutenir, qu'à nuire, à la nature ;
- Remédier à la bureaucratie afin que les fonds puissent parvenir plus rapidement aux pays en développement ;
- Mettre fin à la persécution des défenseurs de l'environnement ;
- D'une poussée transformatrice pour s'assurer que les dépenses publiques sont alignées sur les ODD, notamment en passant à des solutions fondées sur la nature, à des obligations vertes et bleues, ainsi qu'à des crédits carbone, en supprimant les subventions pour les activités qui contribuent à la perte de biodiversité, en favorisant une compréhension du lien nature-santé et en encourageant l'engagement des parties prenantes ;
- D'un changement de paradigme d'une économie extractive à une économie régénérative qui valorise les services écosystémiques et assure leur protection par les marchés d'une manière qui profite aux intendants ; et
- Passer d'une approche cloisonnée à une approche intégrée pour assurer la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts pour 2017-2030 et du Programme 2030.

Les délégués ont également examiné la nécessité : d'adopter une approche systématique alignée sur la CDB et d'autres instruments ; d'atteindre l'Objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité concernant la désignation d'aires protégées ; de mettre en œuvre une approche pan-sociétale des solutions fondées sur la nature ; de criminaliser l'écocide ; de convenir d'un nouveau cadre mondial ambitieux pour la biodiversité lors de la COP 15 de la CDB, y compris les finances pour le soutenir ; et de mettre en œuvre l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazu).

Ils ont également envisagé des mesures pour le traitement de questions : de la perte de biodiversité due au changement climatique et à l'utilisation des terres et au changement d'affectation des terres ; des liens entre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et les ODD ; de la participation effective des femmes au Programme 2030 ; et de la consommation et la production durables (CPD) pour faire face à la triple menace planétaire. Certains ont également salué la mise en place d'un dialogue mondial sur la CPD.

Dans leurs interventions, les délégués ont souligné la nécessité d'un financement prévisible et accessible et d'une approche inclusive et équitable en faveur des pauvres dans la poursuite de l'ODD 15, et du traitement du danger que représentent les espèces exotiques envahissantes, la dégradation des terres et la mauvaise gestion des déchets pour les forêts.

Les délégués ont ensuite présenté les réalisations et les activités en cours en matière de reboisement. Ils ont souligné l'importance : de l'engagement politique, de l'application de la loi et du financement ; d'une croissance inclusive pour tous ; de la création d'emplois tout en inversant la tendance à l'informalité croissante dans le secteur du travail ; et de l'empêchement de l'exploitation des ressources naturelles par les marchés. Ils ont également évoqué la nécessité de : tenir compte de l'interdépendance de tous les ODD ; reconnaître les droits des peuples autochtones à la terre ; et accroître les investissements climatiques dans les communautés locales. Ils ont fait état des pertes environnementales et des effets néfastes sur la santé résultant de la guerre de la Russie en Ukraine.

ODD 17 - Partenariats pour les objectifs : Lundi 5 juillet, les délégués ont examiné l'ODD 17.

Financer une riposte solide à la crise et investir dans les ODD : Qualifiant d'"impraticables" les conditions d'emprunt auxquelles sont confrontés de nombreux pays en développement, Jeffrey Sachs, Directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia, a appelé à : une paix négociée entre la Russie et l'Ukraine, une véritable coopération mondiale pour mettre fin à la pandémie et une augmentation spectaculaire de l'APD.

Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a appelé à : émettre de nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS) et tenir les promesses existantes en matière de DTS ; améliorer le Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette ; et veiller à ce que les marchés volontaires du carbone soutiennent une transition juste de l'Afrique.

Dans un aperçu des conclusions de l'édition 2022 du Rapport sur les objectifs de développement durable concernant l'ODD 17, Yongyi Min, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, a souligné que la pandémie a alourdi le fardeau de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire.

Au cours du débat, les intervenants ont souligné : la difficulté d'obtenir des financements privés pour le développement durable ; l'importance d'avoir des institutions fortes pour la mobilisation des financements concessionnels ; la nécessité d'un cadre politique solide pour encourager les investissements dans les ODD ; et la nécessité d'utiliser les banques de développement multilatérales et nationales pour mobiliser des capitaux privés. Les intervenants ont également souligné la nécessité de : créer des emplois décents, formaliser l'économie des soins et négocier un instrument international juridiquement contraignant pour faciliter la coopération en matière de fiscalité.

Mobiliser et partager la science, la technologie et l'innovation (STI) pour une reprise axée sur les ODD : L'ambassadeur Kennedy Gastorn, Tanzanie, Coprésident de l'édition 2022 du Forum des STI, a souligné les recommandations du Forum, notamment : l'amélioration de la coopération internationale pour faciliter le partage des avantages et l'accès aux données ; la démonétisation de la génération de connaissances ; et l'accroissement de la solidarité pour réduire la fracture numérique.

Les intervenants ont mis en exergue, entre autres :

- La nécessité d'une collaboration internationale en matière de STI pour que les choses puissent aller au-delà des déclarations volontaires et devenir un élément fondamental des accords sur le commerce, l'investissement et la propriété intellectuelle afin d'en assurer l'application ;
- L'importance d'améliorer la confiance du public dans la méthode scientifique et de réduire la fracture numérique à travers la gouvernance numérique, le financement public et la souveraineté numérique ;
- L'utilisation de la biotechnologie pour faire face à la pandémie et fournir des solutions climatiques, et la nécessité d'assurer l'inclusion des groupes marginalisés dans le développement et l'utilisation de la biotechnologie ;
- Les travaux du projet *Monitoring for Information and Decisions using Space Technology* ;
- La nouvelle enveloppe d'outils technologiques pour faire progresser les ODD ;
- Le rôle du savoir autochtone dans la discussion STI ; et
- Les travaux de la Global Development Initiative sur les STI.

Ils ont également souligné la nécessité : d'un portefeuille de solutions technologiques pour répondre à tous les ODD ; de veiller à ce que la technologie pertinente atteigne les groupes traditionnellement exclus ; de l'inclusion des groupes de base dans l'élaboration des politiques STI ; de responsabilité sociale des entreprises ; et d'un budget public consacré à la science et à la technologie de haute qualité.

Renforcement des capacités et partenariats pour maximiser les avantages de la science, de la technologie et des connaissances pour le développement durable : Jan Beagle, Directrice générale, Organisation internationale de droit du développement, a mis en exergue : le rôle de l'état de droit dans la promotion de l'égalité et de la certitude ; la mise en place d'un cadre transparent pour les domaines émergents tels que l'intelligence artificielle et la gouvernance électronique ; et l'autonomisation des groupes historiquement marginalisés.

Au cours d'une conversation au coin du feu, les intervenants ont évoqué le rôle des partenariats public-privé dans l'allègement des pressions de financement des ODD, et l'importance d'impliquer les diverses parties prenantes, en particulier les jeunes ; les avantages des nouvelles technologies comme l'apprentissage automatique ; l'importance d'une approche écosystémique qui tient compte de l'interdépendance des objectifs ; et la nécessité d'améliorer l'accès à l'éducation.

Examens nationaux volontaires

Quarante-quatre pays ont présenté leurs ENV au cours de la deuxième semaine, dont : 11, pour la première fois, 28 pour la deuxième fois, 3 pour la troisième fois et 2 pour la quatrième fois. Les résumés sont classés dans l'ordre présenté.

Lundi 11 juillet : Le TOGO : Simféitchéou Pré, Ministre et Conseiller du Président, a présenté une vidéo résumant l'ENV du pays. Dans une allocution vidéo, la Première ministre Victoire Tomegah Dogbé a souligné les principaux domaines dans lesquels le Togo a investi, notamment : le renforcement de l'économie numérique (ODD 9) ; l'amélioration de l'accès à l'éducation (ODD 4) ; l'égalité hommes-femmes, notamment par le biais du Programme d'excellence des femmes africaines (ODD 5) ; des transferts monétaires aux plus vulnérables pendant la COVID-19 ; des partenariats public-privé (ODD 17) ; l'économie bleue (ODD 14) ; et un programme national de reboisement (ODD 15). Elle a qualifié le terrorisme de défi posé au développement durable du pays.

URUGUAY : Isaac Alfie, Directeur du Bureau de la planification et du budget, a fait état d'un taux de vaccination de 80 % (ODD 3) ; d'investissements dans les plateformes éducatives et l'emploi et le développement professionnel des femmes (ODD 4 et 5) ; de l'intégration des considérations liées au changement climatique dans les politiques économiques et la planification des finances publiques (ODD 13) ; d'efforts pour électrifier les transports publics ; de la mise en place d'un réseau local pour favoriser l'alignement des entreprises sur les ODD ; et de deux programmes majeurs pour augmenter le financement de la protection des écosystèmes (ODD 15).

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-11jul2022

Mardi 12 juillet : LETTONIE : Anita Muižniece, Ministre de l'Éducation et des Sciences, a indiqué que le plus grand défi du pays réside dans la réduction des inégalités de revenus et la réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Elle a souligné les progrès en matière de connaissances, de compétences et d'éducation (ODD 4) ; l'organisation de la société civile (OSC) et l'engagement des jeunes (ODD 17) ; le financement durable de la biodiversité (ODD 15) ; et le pouvoir transformateur des musées et des bibliothèques pour la durabilité et la paix (ODD 16).

PHILIPPINES: Enrique Austria Manalo, Secrétaire aux Affaires étrangères, a parlé de l'accent mis par le pays sur l'innovation pour le développement durable. Il a fait état des progrès accomplis dans la réalisation des ODD 14 (vie aquatique) et 15 (vie terrestre), assortis d'une augmentation des aires protégées dans l'océan et sur terre. Il a signalé toutefois que la pandémie a provoqué un inversement de l'éducation (ODD 4). Il

a également souligné les progrès réalisés dans l'engagement du secteur privé.

SUISSE : Jacques Ducrest, Secrétaire d'État et Délégué au Conseil fédéral pour le Programme 2030, a souligné les efforts de digitalisation et, par voie de conséquence, de démocratisation du processus d'ENV du pays. Il a parlé de la nécessité de nouveaux progrès sur les CPD (ODD 12), en particulier en ce qui concerne la consommation d'énergie, et sur la lutte contre les inégalités (ODD 10), en particulier en ce qui concerne l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et des migrants.

ARGENTINE : Marisol Merquel, Présidente du Conseil national de coordination des politiques sociales, a souligné l'engagement des OSC et un système de santé renforcé en riposte à la pandémie (ODD 3) et a rendu compte de l'alignement des ODD sur les stratégies nationales de promotion de la production et du bien-être humain et de l'éradication de la pauvreté (ODD 1). Elle a souligné l'importance de la répartition des richesses et de la lutte contre les inégalités entre autres défis qui restent à relever.

GHANA : George Gyan-Baffour, Président de la Commission nationale de planification du développement, a rendu compte du processus inclusif de préparation de l'ENV du pays et de la reprise des taux de scolarisation après l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. Il a présenté l'amélioration de la parité entre les filles et les garçons dans les écoles et les hommes et les femmes dans les organes décisionnels (ODD 5), ainsi que les efforts fournis en matière de déforestation et de lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) (ODD 14 et 15). Il a également mis l'accent sur la numérisation et le renforcement des partenariats comme moyen d'assurer l'inclusion sociale et l'égalité et d'améliorer les données (ODD 17).

GAMBIE : Fatou Kinteh, Ministre du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale, a parlé de progrès dans la réalisation de : l'ODD 4, notamment le développement de la petite enfance et l'accès aux centres d'éducation ; l'ODD 5, à travers la création de son ministère ; l'ODD 14, à travers le contrôle de la pêche INN, entre autres ; et l'ODD 17, à travers une augmentation des envois de fonds. Elle a fait état de difficultés rencontrées dans la réalisation de l'ODD 15, liées à la perte du couvert forestier.

BIÉLORUSSIE : Irina Velichko, ministre des Affaires étrangères, a déclaré qu'en dépit des sanctions internationales, des progrès ont été observés sur l'ODD 4, notamment une augmentation des compétences numériques, et sur l'ODD 5, avec des femmes impliquées dans la prise de décision. Elle a souligné que le pays promeut la santé de la mer Baltique et de la mer Noire (ODD 14) ; a mis en exergue son rang dans le top 10 des pays les plus boisés d'Europe (ODD 15) ; et a appelé à la coopération internationale (ODD 17) pour assurer la non-politisation de la mise en œuvre des ODD.

ESWATINI: Sifiso Gabriel Mamba, Économiste en chef, a déclaré que les défis liés à la réalisation des ODD comprennent : le manque de ressources pour la mise en œuvre et de données pour les examens annuels ; la baisse de l'aide publique au développement ; un manque d'implication du secteur privé ; le chômage chez les jeunes ; et une absence au niveau régional et au niveau des circonscriptions de plans consacrés aux ODD.

GRÈCE : Akis Skertsos, Ministre d'État chargé de la coordination des politiques gouvernementales, a parlé du chemin parcouru par la Grèce depuis 2010, après avoir perdu 26 % de son PIB. Il a déclaré que le modèle de gouvernance adopté en 2019 implique un suivi, un réexamen et une évaluation solides des politiques publiques, et a lié cela : à la réduction des inégalités de revenus (ODD 1) et des taux d'abandon scolaire (ODD 4) et à l'augmentation du leadership des femmes et du déploiement des énergies renouvelables (ODD 5).

MALI: Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a souligné les efforts visant, entre

autres, à promouvoir les synergies pour améliorer l'accès à, et la qualité de, l'éducation (ODD 4); soutenir l'égalité hommes-femmes, notamment en luttant contre la violence sexiste (ODD 5); et accroître les recettes fiscales à travers des évolutions dans le domaine des transferts de fonds internationaux.

ÉMIRATS ARABES UNIS : Abdulla Nasser Lootah, Directeur général du Cabinet du Premier ministre et Vice-président du Comité national sur les ODD, a souligné les investissements des EAU dans l'éducation et l'égalité hommes-femmes, leur plan zéro émission nette d'ici 2050 et un système innovant de suivi des progrès des ODD, ainsi que la participation de nombreuses parties prenantes à la mise en œuvre des ODD.

ÉRYTHRÉE : Sofia Tesfamariam, Représentante permanente de l'Érythrée auprès de l'ONU, a fait part des progrès accomplis vers l'ODD 3 (santé) et l'ODD 13 (action pour le climat). Elle a souligné que l'Érythrée a amélioré de nombreux indicateurs de santé, notamment l'espérance de vie, la mortalité infantile, la proximité des établissements de santé et les taux de vaccination. Elle a rendu compte des efforts déployés pour éliminer le paludisme et d'une riposte réussie à la COVID-19. Elle a également mis en exergue une campagne de boisement participative et la transition vers les énergies renouvelables, signalant toutefois que les statistiques et les données restent un défi à relever.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-12jul2022

Mercredi 13 juillet : EL SALVADOR : Le Vice-président Félix Ulloa a souligné le travail du gouvernement pour relever les défis sécuritaires (ODD 16), y compris la réduction du taux d'homicides. Il a également parlé des actions visant à réduire le taux de mortalité infantile et maternelle (ODD 3), à assurer la sécurité alimentaire (ODD 2) grâce à un plan directeur de développement agricole et à encourager la participation à la mise en œuvre des ODD grâce à une plateforme numérique de suivi des indicateurs ODD.

SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE: Edite Ramos da Costa Tenjua, Ministre des Affaires étrangères, a fait état de progrès sur : la réduction de la pauvreté (ODD 1); la diminution de la malnutrition infantile (ODD 2); la baisse de la mortalité infantile et maternelle et des taux de paludisme et de VIH (ODD 3); les taux d'alphabétisation et d'assiduité en classe (ODD 4); la parité entre les filles et les garçons dans l'éducation de base (ODD 5); l'accès à l'eau potable (ODD 6); l'accès à l'électricité (ODD 7); et la stratégie de transition vers l'économie bleue du pays (ODD 14). Cependant, elle a parlé de défis liés au climat (ODD 13) qui entravent la croissance dans certains secteurs, notamment ceux de l'agriculture et de la mobilité.

SOMALIE: Sharmarke Farah, Directeur général du Bureau national des statistiques, a attiré l'attention sur les gains obtenus dans la réalisation : d'une diminution de la mortalité maternelle (ODD 3); la relance du secteur de l'éducation (ODD 4); l'accès accru à l'eau potable et l'amélioration de l'assainissement (ODD 6); et une augmentation de l'accès à Internet pour l'industrialisation (ODD 9). Il a attiré l'attention sur les défis liés à : « l'insécurité alimentaire marginale » qui touche plus de 70 % de la population (ODD 2); une diminution de l'accès à l'énergie (ODD 7); et aux inondations, sécheresses et invasions de criquets pèlerins dues au changement climatique (ODD 13).

DOMINIQUE : Vince Henderson, Ministre de la Planification, du Développement économique, de la Résilience climatique, du Développement durable et des Énergies renouvelables, a souligné l'alignement du plan de résilience et de relance climatique du pays pour 2020-2030 avec les ODD, et un objectif de devenir « l'étalon-or » pour les PEID en matière de résilience climatique et de gestion des risques de catastrophe (ODD 13). Il a déclaré que

la Dominique était en bonne voie pour atteindre tous les ODD et a qualifié le système financier mondial injuste de défi.

DJIBOUTI : Mahmoud Ali Youssouf, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a décrit les actions entreprises pour atteindre l'ODD 14 (vie aquatique) et l'ODD 15 (vie terrestre), y compris la désignation de 83 000 hectares comme aires marines protégées (AMP). S'agissant de l'éducation (ODD 4), il a partagé un taux de scolarisation de 89 % et a signalé une réduction des mutilations génitales féminines (MGF) (ODD 5). Il a appelé à des investissements (ODD 17) pour diversifier l'économie et promouvoir la reprise post-pandémique.

SURINAME: Albert Ramdin, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Coopération internationale, a mis l'accent sur l'investissement dans les infrastructures éducatives (ODD 4); a fait état des défis liés au fait d'être un pays très endetté (ODD 8), faisant le lien avec un taux de chômage de 35 % dans les rangs des jeunes; a partagé divers plans nationaux liés au changement climatique (ODD 13), y compris son parcours vers la préparation à la REDD+; et a appelé à des réformes pour permettre aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'accéder à des financements concessionnels (ODD 17).

GUINÉE ÉQUATORIALE: Ricardo Nsue Ndemesogo Obono, Directeur général de l'Institut national de la statistique, a souligné, entre autres, les progrès accomplis dans l'amélioration de l'égalité (ODD 10), notamment à travers des programmes pour : soutenir les femmes entrepreneurs; aider les personnes handicapées; et promouvoir l'équité entre les enfants. Il a également mentionné son programme national de sécurité alimentaire (ODD 2); les stratégies de lutte contre le paludisme et les infections sexuellement transmissibles et de prévention du VIH (ODD 3); l'implication du pays dans l'Initiative forestière en Afrique centrale (ODD 15); et un processus d'ENV inclusif qui a réuni différentes parties prenantes. Il a souligné la nécessité de nouveaux progrès dans les domaines de la protection sociale, de l'éducation et de la santé, entre autres.

TUVALU: Samuelu Laloni, Représentant permanent de Tuvalu auprès de l'ONU, a fait état de nombreux alignements entre le plan de développement du pays et le Programme 2030, et a souligné l'accent mis par le pays sur le maintien de sa culture et de ses valeurs. Parmi les défis posés au pays, il a souligné : le changement climatique (ODD 13), le manque de médecins et d'infirmières en général et pendant la pandémie (ODD 3) et le manque de ressources éducatives et d'enseignants qualifiés (ODD 4). Laloni a appelé les pays : à investir dans la réduction des risques de catastrophe, dans le cadre de l'adaptation au climat, soutenir le droit à un environnement propre et sain; et à soutenir l'initiative de Vanuatu de demander un avis consultatif sur le changement climatique à la Cour internationale de Justice.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-13jul2022

Jedi 14 juillet : **GUINÉE-BISSAU** : Jose Carlos Casimiro Varela, Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Intégration régionale, a indiqué que bien que le taux de pauvreté du pays ait chuté à moins de 70 % (ODD 1), des défis subsistent, notamment le chômage et la nécessité de soutenir les personnes handicapées (ODD 8). Il a souligné une diminution de la mortalité maternelle et infantile (ODD 3), a indiqué que le pays prévoyait d'augmenter le budget de l'éducation (ODD 4) et a déploré la faible mise en œuvre des lois sur les MGF et sur la violence sexiste et la traite (ODD 5). Il a fait part des améliorations apportées à la pêche durable (ODD 14) et a déclaré que le pays adopterait des lois sur la protection des écosystèmes (ODD 15).

GABON : Nicole Jeanine Lydie Roboty Mbou, Ministre de l'Économie et du Redressement, a souligné la parité hommes-femmes en matière de fréquentation de l'école primaire, l'amélioration des infrastructures scolaires et un taux

d'alphabetisation de 84 % (ODD 4). Elle a signalé une baisse de la violence sexiste et a souligné 34% de femmes au gouvernement (ODD 5). Elle a déclaré que le pays a désigné 67 % d'AMP (ODD 14) et a enregistré une amélioration du couvert forestier (ODD 15). Elle a déploré une baisse des envois de fonds et des investissements étrangers, mais a déclaré que 55% du budget sont financés par les impôts nationaux (ODD 17).

PAYS-BAS: Liesje Schreinemacher, Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, a souligné le leadership du pays au sein de l'UE sur les ODD 1 (éradiquer la pauvreté) et 8 (travail décent et croissance économique). Silveria Elfriedad, Première ministre de Saint-Martin, parlant au nom des trois pays caribéens des Pays-Bas, a mis en exergue le changement climatique (ODD 13) comme une préoccupation primordiale, la limite des ressources et la promotion d'un tourisme plus durable (ODD 8) et un développement équitable pour les citoyens (ODD 10). Sarah Oey, Représentante des jeunes des Nations Unies pour le développement durable aux Pays-Bas, a attiré l'attention sur : la manière dont la dette estudiantine et la crise du logement affectent les jeunes (ODD 10) ; le taux de perte de biodiversité des Pays-Bas réputé le plus élevé dans l'UE (ODD 15) ; un besoin de changer son système alimentaire (ODD 2) ; et la nécessité d'impliquer les jeunes dans l'élaboration des politiques.

GRENADE: Roxie McLeish-Hutchinson, Secrétaire permanente du ministère des Affaires étrangères, a décrit les progrès réalisés en matière de qualité de l'éducation (ODD 4) et d'égalité hommes-femmes, y compris les femmes aux postes de direction (ODD 5), et a déploré le taux de chômage élevé du pays (ODD 8). Elle a partagé les plans de réduction des émissions du pays pour lutter contre le changement climatique (ODD 13) ; a souligné le plan de gestion intégrée des zones côtières de la Grenade (ODD 14) ; et a appelé à opérationnaliser l'IVM (ODD 17).

ANDORRE : Maria Ubach Font, Ministre des Affaires étrangères, a souligné que le changement climatique et l'autonomisation des jeunes figuraient parmi les principales préoccupations des Andorrans, et a mis en avant un outil numérique pour mesurer l'état d'avancement vers les ODD. Un représentant de l'autorité locale s'est concentré sur l'engagement des parties prenantes, le tourisme durable, la consommation et la production responsables (ODD 12) et le développement urbain durable maîtrisé (ODD 11).

CÔTE D'IVOIRE: Nialé Kaba, Ministre de la Planification et du Développement, a mis l'accent sur la transformation économique et l'objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur. Elle a souligné les progrès, notamment l'amélioration des taux d'alphabetisation et de scolarisation (ODD 4) ; les plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre, y compris les MGF, et la représentation des femmes (ODD 5) ; la désignation d'AMP et la lutte contre la pêche illégale (ODD 14) ; le reboisement (ODD 15) ; et des partenariats plus solides (ODD 17).

ÉTHIOPIE: Fitsum Assefa Adela, Ministre de la Planification et du Développement, a mis en exergue la baisse de la pauvreté et de la malnutrition (ODD 1 et 2) ; le renforcement du secteur de la santé (ODD 3) ; l'amélioration de la scolarisation (ODD 4) ; l'augmentation de la participation des femmes et de l'égalité hommes-femmes (ODD 5) ; et les progrès en matière d'eau potable et d'assainissement (ODD 6). Elle a également parlé des efforts déployés pour planter 20 milliards d'arbres d'ici 2022, dont 18 milliards à ce jour (ODD 15).

JORDANIE: Nasser Shraideh, Ministre de la Planification et de la Coopération internationale, a appelé au renouvellement des partenariats mondiaux et à l'investissement dans le capital humain. Il a parlé des progrès du pays sur les taux d'achèvement de l'éducation (ODD 4) ; d'une augmentation de la productivité

agricole et l'objectif de la Jordanie de devenir un centre régional de sécurité alimentaire (ODD 2) ; d'un accès presque universel à l'eau potable (ODD 6) ; de la volonté d'atteindre une part de 20 % d'énergies renouvelables (ODD 7) ; de la création d'AMP (ODD 14) ; et d'une diminution de la violence sexiste et une réduction de l'écart de rémunération entre les sexes (ODD 5).

KAZAKHSTAN: Alibek Kuantyrov, Ministre de l'Économie nationale, a présenté un système national de 262 indicateurs d'ODD et une plate-forme régionale de partage des connaissances sur les ODD, et a signalé une augmentation du financement durable et la création d'une agence internationale de développement (ODD 17). Il a également souligné : le propre vaccin anti-COVID-19 du Kazakhstan, le QazVac (ODD 3) ; un soutien social aux familles ; la suppression de la liste des professions interdites aux femmes (ODD 5) ; l'augmentation des salaires des éducateurs (ODD 4) ; et des mesures de reboisement et de conservation (ODD 15).

SOUDAN : Gibril Ibrahim Mohamed, Ministre des Finances et de la Planification économique, a déclaré que plus d'un million d'élèves sont scolarisés, avec une quasi-parité entre les garçons et les filles (ODD 4) ; et a souligné la criminalisation des MGF et la législation pour lutter contre la traite des êtres humains et la violence sexiste (ODD 5). Il a signalé que trois des AMP du pays font partie des réserves de biosphère de l'UNESCO (ODD 14). Il a souligné la nécessité d'un financement externe, y compris des droits de tirage spéciaux, pour la mise en œuvre des ODD (ODD 17). Il a également mis l'accent sur la mise en œuvre de l'Accord de paix de Juba pour assurer la paix et la sécurité dans la région (ODD 16).

SÉNÉGAL : Ndiaye Cheikh Sylla, Ministre de l'Environnement et du Développement durable, a partagé l'augmentation de la fréquentation scolaire et la création de nouvelles universités (ODD 4) ; a souligné une diminution des violences sexuelles et sexistes (ODD 5) ; le travail du pays pour lutter contre le chômage (ODD 8) ; et la capacité militaire élargie du pays pour assurer la paix et la sécurité (ODD 16). Il a évoqué les actions du pays pour restaurer les mangroves et lutter contre la pêche INN (ODD 14) ; et a attiré l'attention sur l'Agence sénégalaise pour le reboisement (ODD 15).

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-14jul2022

Vendredi 15 juillet : **JAMAÏQUE :** Kamina Johnson Smith, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a mis en exergue la Vision 2030 de la Jamaïque et a souligné le programme de réforme économique du pays, qui a réduit l'extrême pauvreté et la pauvreté infantile (ODD 1). Elle a également fait état d'une expansion des zones côtières et des AMP au-delà de l'objectif mondial pour 2020 (ODD 14) et d'une augmentation du couvert forestier (ODD 15) et a indiqué que le pays a mis à jour sa contribution déterminée au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris (ODD 13). Wayne Henry, Directeur général de l'Institut de planification de la Jamaïque, a souligné que l'application d'indices multidimensionnels de vulnérabilité et de pauvreté favoriserait les objectifs de développement en améliorant le financement.

Répondant à Trinité-et-Tobago, à l'Islande, à la Gambie, au Grand groupe des ONG et au Botswana, Johnson Smith et son équipe ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et de l'échange d'informations pour atteindre les ODD ; a souligné le processus inclusif impliqué dans l'élaboration de l'ENV et l'adoption des politiques connexes ; et a parlé de l'alignement des ODD sur les politiques de développement et du suivi axé sur les résultats.

LESOTHO : Soulignant les impacts négatifs de la pandémie, Sello Justice Tsukulu, Secrétaire principal et comptable en chef du ministère de la Planification du développement, a déclaré : la

pauvreté absolue et multidimensionnelle a diminué (ODD 1) ; de nombreux élèves ont abandonné l'école à la suite des fermetures d'écoles (ODD 4) ; des mesures sont encore nécessaires pour lutter contre la discrimination et la violence fondées sur le sexe et contre le mariage précoce (ODD 5) ; et la dégradation des terres est en augmentation (ODD 15).

Répondant au Maroc, au Ghana, à la Jordanie, au Grand groupe pour les enfants et les jeunes et à l'Algérie, Tsukulu a souligné les défis restants en matière de données malgré l'amélioration de la qualité et de l'utilisation des statistiques, la faible coordination interministérielle et l'insuffisance des ressources financières comme autres défis. Il a indiqué que le gouvernement est en train d'élaborer une « feuille de route sur le cadre de financement » et sur les partenariats public-privé.

ITALIE : Silvia Grandi, Directrice générale de l'économie circulaire, ministère de la Transition écologique, a évoqué : un plan d'action dédié au développement durable ; un plan de localisation des ODD entre les institutions centrales, régionales et locales ; et l'engagement des parties prenantes pour mettre en œuvre les ODD. Soulignant les actions entreprises pour lutter contre l'insécurité alimentaire (ODD 2) découlant de la guerre en Ukraine, Fabio Cassese, Directeur général de la coopération au développement, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a fait état d'une approche plus forte de la coopération au développement, y compris le réalignement de l'APD vers les 0,7 % de l'objectif de PIB.

Répondant au Maroc, au Bénin et au mécanisme d'engagement de la société civile de la Commission économique pour l'Europe, Cassese a souligné que la Méditerranée et l'Afrique sont des partenaires de développement de l'Italie, a souligné l'engagement envers le multilatéralisme soulignant que l'Italie canalise plus de 70 % de son APD par l'intermédiaire de l'ONU, et a reconnu relever le défi de la cohérence des politiques tout en notant les progrès identifiés par l'examen du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Grandi a mis l'accent sur les stratégies régionales et métropolitaines de développement durable, l'alignement des plans de relance sur les ODD et la transition écologique, et l'engagement des parties prenantes.

LUXEMBOURG : Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, a souligné l'importance de la santé mentale et du logement abordable en tant que préoccupations majeures des jeunes (ODD 3). Elle a mis en exergue le processus d'ENV inclusif et l'accent mis sur la cohérence des politiques en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 et de la neutralité carbone d'ici 2050. Franz Fayot, Ministre de la Coopération au développement et des Affaires humanitaires, a rendu compte de l'adoption d'une stratégie générale de coopération au développement et de l'approche de renforcement des synergies (ODD 17).

Répondant au grand groupe des Enfants et des Jeunes et à l'Autriche, Welfring a parlé de l'introduction d'une taxe sur le carbone et de mesures visant à réduire davantage l'empreinte carbone du pays. Fayot a contesté la classification de paradis fiscal, a souligné que le pays veille à respecter les pratiques d'évitement de la double imposition dans ses relations avec les pays en développement partenaires, et a partagé son engagement avec les pays partenaires sur des actions pratiques en faveur du développement.

MALAWI : Khumbize Kandodo Chiponda, Ministre de la Santé, a rendu compte du processus d'ENV inclusif et de l'intégration des ODD dans la Vision 2063 du Malawi. Elle a souligné la réduction de la mortalité infantile et du paludisme (ODD 3), l'augmentation de la scolarisation des filles de manière progressive en raison de reculs causés par la pandémie (ODD 4), une augmentation significative de la participation des femmes à

la gouvernance (ODD 5), une diminution de 45% du commerce illégal d'espèces sauvages et du défi de la dégradation des forêts (ODD 15), et les problèmes de connectivité dus aux coûts élevés des technologies de l'information et de la communication (ODD 9). Elle a qualifié la corruption et l'espace budgétaire limité de défis majeurs posés à la réalisation du Programme 2030.

Répondant aux questions de la Norvège, de la Finlande, du grand groupe des ONG, du Niger, du Royaume-Uni et de la Zambie, Chiponda et son équipe ont mentionné les réformes du programme de subventions agricoles pour assurer la sécurité alimentaire, la mise en place d'intrants agricoles durables, y compris les engrais, et la promotion de la protection des personnes atteintes d'albinisme et des personnes handicapées. Ils ont également souligné le caractère participatif du processus d'ENV et appelé à un soutien international pour la mise en œuvre des ODD.

LIBERIA : Augustus Jonathan Flomo, Vice-ministre, ministère des Finances et de la Planification du développement, a souligné que leur ENV portait sur 11 ODD. Il a signalé une augmentation de la pauvreté (ODD 1) mais souligné une amélioration de la nutrition infantile (ODD 2), de la mortalité maternelle et infantile (ODD 3) et de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (ODD 6). Il a également fait état de meilleurs résultats aux examens (ODD 4) et a parlé des efforts visant à recycler les praticiens des MGF dans d'autres emplois (ODD 5). Il a attiré l'attention sur l'amélioration de l'accès à Internet et l'augmentation de la possession de téléphones portables (ODD 9) ; et a fait état d'une CDN révisée (ODD 13) et d'un couvert forestier de 69 % (ODD 15). Enfin, il a attiré l'attention sur une liberté de presse accrue et un organe national des droits de l'homme renforcé (ODD 16), et a souligné les partenariats avec le secteur privé et les partenaires de développement pour aider au financement de la mise en œuvre (ODD 17).

En réponse au Niger, au grand groupe des ONG et à la Lettonie, Flomo et son équipe ont souligné l'importance d'une bonne infrastructure, y compris les systèmes numériques, pour la mise en œuvre des ODD et ont mentionné la nécessité de renforcer le système de santé. Ils ont souligné le soutien du gouvernement aux personnes handicapées ainsi qu'aux filles dans le système éducatif, la législation sur les MGF et ont noté que des cliniques mobiles sont envoyées dans les endroits difficiles d'accès.

MONTÉNÉGRO : Ana Novakovic Djurovic, Ministre de l'Écologie, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, a souligné l'alignement du Programme national du pays sur les ODD. Elle a partagé que bien que la pauvreté globale ait diminué, certaines zones restent encore à haut risque de pauvreté (ODD 1) ; et a fait état de défis liés à l'égalité d'accès à l'éducation (ODD 4) et à l'investissement dans la réalisation des objectifs liés au genre (ODD 5). Elle a signalé le manque de données suffisantes pour évaluer avec précision les progrès accomplis sur l'ODD 14 (vie aquatique) et l'ODD 15 (vie terrestre) et a appelé à un investissement accru pour la mise en œuvre.

Répondant aux questions de la République tchèque, de la Macédoine du Nord et de la Bosnie-Herzégovine, Novakovic Djurovic a noté l'intérêt d'utiliser la dynamique de l'élaboration des ENV pour la collecte de nouvelles données et une amélioration du suivi, qui seront réalisées en partie par le biais d'un Conseil national pour le développement durable. Elle a souligné que les ODD sont alignés sur la stratégie d'intégration de l'UE et affirmé son engagement à renforcer davantage son cadre institutionnel. Elle a remercié les ONG pour leur participation à l'élaboration de l'ENV.

PAKISTAN: Ahsan Iqbal Chaudhry, Ministre de la planification, du développement et des initiatives spéciales, a souligné que 64% de la population a moins de 30 ans, et a attiré l'attention sur le rôle central de la jeunesse dans les politiques publiques. Il a parlé de l'alignement des ODD intégrés et localisés

avec la Vision 2025 et des améliorations de la qualité des données (ODD 17) et du projet pilote du « village intelligent » pour digitaliser les zones reculées (ODD 8). Il a également déclaré qu'il existe des permanences téléphoniques pour la protection des droits de l'homme (ODD 16 et 5) et qu'il y a une augmentation de la protection sociale pour atténuer l'impact de la pandémie (ODD 8).

Répondant aux questions de l'Éthiopie, des Philippines, du Sri Lanka, du Grand groupe pour les enfants et les jeunes, de la Finlande, de la Jordanie, de l'Afrique du Sud, du Venezuela et de la Thaïlande, Chaudhry a précisé que les politiques du pays ciblent les groupes vulnérables pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte, et a souligné l'application d'un IVM national pour cibler les plus vulnérables. Il a évoqué l'ajout d'analyses de données pour mieux suivre la mise en œuvre des indicateurs des ODD ; et a souligné les avantages du processus d'ENV, y compris l'implication des parties prenantes telles que les universités, les groupes religieux et les OSC. Il a mentionné la nécessité de rendre les infrastructures du pays résistantes au climat.

SRI LANKA : Chamindry Saparamadu, Directeur général du Conseil du développement durable, a souligné l'amélioration de la qualité de vie de la population (ODD 1), une amélioration de la qualité des données (ODD 17) et une augmentation de l'égalité hommes-femmes et de la représentation dans les postes de direction (ODD 5). Il a également déclaré que 90 % de la population a accès à l'eau potable (ODD 6) alors que le financement de l'éducation pose problèmes (ODD 4). Le pays vise à réduire les déchets d'azote de 50 % d'ici 2030 (ODD 13) et à numériser le gouvernement, l'économie et les services (ODD 9).

En réponse aux questions de la Suisse, du Mécanisme régional d'engagement des OSC pour l'Asie-Pacifique, des Philippines, de la Palestine, du Pakistan, de l'Afrique du Sud et de la Thaïlande, Saparamadu et son équipe ont souligné les consultations généralisées dans le processus d'ENV, avec plus de 60 OSC consultées ; et a mentionné l'avancement du pays dans les classements mondiaux du développement durable, notant que davantage peut être fait. Ils ont fait état de la formulation des stratégies de prestation de services publics liés aux ODD et ont souligné le lancement de la plateforme nationale de suivi des ODD. Ils ont également mentionné des engagements pour parvenir à une meilleure efficacité énergétique et ont souligné la nécessité d'améliorer la participation des femmes à la main-d'œuvre formelle.

BOTSWANA : Philda Nani Kereng, Ministre de l'Environnement et du Tourisme, a souligné l'impact de la COVID-19 sur le progrès économique et social du pays, précisant toutefois que l'économie continuait de croître grâce à la mise en œuvre du plan de relance mis en œuvre. Elle a souligné la fourniture d'une éducation gratuite ou subventionnée (ODD 4) ; et a déclaré que le pays est sixième dans le classement mondial des pays qui ont atteint l'objectif de parité hommes-femmes, mais a signalé des défis persistants en matière de violence sexiste (ODD 5). Elle a déclaré que le pays a désigné 40 % de sa superficie totale comme étant zones protégées (ODD 15), soulignant les défis liés à la lutte contre le changement climatique (ODD 13). Elle a indiqué que le gouvernement s'efforçait de localiser la mise en œuvre des ODD et a appelé les partenariats internationaux à continuer de financer la mise en œuvre.

Répondant aux observations de la Jamaïque, du Niger, de la Namibie, du Zimbabwe, du grand groupe des Travailleurs et des Syndicats et d'Eswatini, Kereng et son équipe ont reconnu la nécessité de données désagrégées pour le suivi de la mise en œuvre des ODD ; ont mentionné les mesures à prendre pour lutter contre la violence sexiste, y compris les tribunaux spécialisés, et ont fait état du rôle des hommes dans la résolution de ce problème. Concernant les protections sociales, elle a parlé d'allocations budgétaires pour combler les lacunes, y compris les questions liées

au travail et aux travailleurs. Enfin, elle a indiqué que toutes les écoles publiques seront équipées de technologies de l'information et de la communication et de formation, et a mis en exergue un cadre de conservation communautaire, où les membres de la communauté bénéficient de permis de chasse à usage durable.

CAMEROUN : Paul Tassong, Ministre délégué chargé de la Planification, au ministère de l'Économie, du Plan et de l'Aménagement du territoire, a relevé que certains indicateurs comme l'achèvement du primaire chez les filles se sont améliorés (ODD 4) ; et a souligné que bien que le gouvernement applique une budgétisation sensible au genre, il reste des défis à relever, liés notamment à la santé sexuelle et reproductive (ODD 5). Il a indiqué que le pays gère les déchets marins par le biais de partenariats public-privé (ODD 14) ; et a mentionné une augmentation des zones protégées et forestières, soulignant des actions visant à limiter les exportations de grumes (ODD 15). Il a évoqué une réforme fiscale ambitieuse qui finance près de 70% du budget national et s'est félicité de l'augmentation de l'aide au développement (ODD 17). Il a affirmé que le pays est en train de relever les défis posés par l'insuffisance des données et des statistiques.

En réponse aux questions posées par l'Éthiopie, le Venezuela, le Niger, la Namibie, le Grand groupe des Femmes et l'Irak, Tassong a annoncé les plans du pays pour un forum national sur les ODD en 2023 pour la présentation des examens locaux volontaires ; et a décrit les contraintes liées à la pandémie, au dérèglement climatique et à l'insécurité. Il a souligné l'importance de disposer de données fiables pour une évaluation correcte de la mise en œuvre des ODD et a mis en exergue la promulgation d'une loi-cadre sur les informations statistiques nationales. Soulignant la nécessité d'une préparation aux situations d'urgence, il a décrit les mesures prises par le pays pour lutter contre la COVID-19, mentionnant l'accent mis sur les remèdes et le savoir-faire autochtones, qui ont maintenu le taux de mortalité à un faible niveau.

Agir au niveau local

Mercredi 6 juillet, les délégués ont abordé l'action au niveau local pour atteindre les ODD. Lydia Capolicchio, journaliste suédoise, a modéré la discussion. Ville Taajamaa, rédacteur en chef de l'édition 2020 d'*Espoo Voluntary Local Review*, a décrit l'ENV comme étant un outil de suivi et de gestion utilisé pour signaler l'engagement à la coopération mondiale et régionale sur les ODD.

Les conférenciers ont ensuite partagé les actions locales, l'un suggérant que les ENV et les examens infranationaux devraient devenir des piliers dans le processus de réalisation des ODD, et un autre exhortant les autorités locales à réfléchir à ce qu'elles font pour reconnaître et impliquer les personnes âgées. Un intervenant du gouvernement national du Nigéria a fait état du travail du pays avec les gouvernements infranationaux, y compris la mise en route d'un programme de subventions conditionnelles pour, entre autres, l'éducation, la santé et la gestion de l'eau. Un autre conférencier a invité les autorités locales à « oser être holistiques ; à former de larges partenariats et à le faire rapidement » ; et un autre encore a mis en exergue sa ville de Dhulikhel au Népal pour avoir réalisé un ENV, mentionnant la santé, l'eau potable et salubre, l'alphabétisation et les micro-entreprises parmi les domaines prioritaires de la ville.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont participé à un sondage interactif en ligne pour répondre aux questions sur la relation entre les gouvernements nationaux et locaux dans la réalisation des ODD ; sur la sensibilisation des citoyens aux ODD ; et sur le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre des ODD.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-6jul2022

Garantir l'égalité d'accès aux vaccins et aux ressources dans les pays les plus pauvres

Mercredi 6 juillet, le Forum a examiné l'accès aux vaccins et aux ressources pour les pays d'Afrique, les pays les moins avancés (PMA) et les pays développés sans littoral (PDSL). La modératrice de la session, Rabab Fatima, Coprésidente de la cinquième réunion du Comité préparatoire des PDSL, Bangladesh, a souligné la nécessité d'un financement adéquat, d'un accès à la technologie et d'une capacité globale pour les pays les plus pauvres. Elle a également attiré l'attention sur le Programme d'action de Doha pour les PMA (2022-2031) et le Programme d'action de Vienne pour les PDSL. Les intervenants ont discuté de la nécessité d'atteindre la cible 9.c des ODD sur l'amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans les PMA d'ici 2020.

Fatimé Zara Haroun, Super Banats, Tchad, a partagé une histoire poignante de viol d'enfant, soulignant "qu'une fille violée porte des cicatrices sa vie durant". Elle a appelé à des cadres juridiques et à des engagements financiers plus solides pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles et pour leur permettre de jouir de leurs droits à la santé et à l'éducation.

Pamela Molina, Directrice exécutive de la Fédération mondiale des sourds, a déclaré que de nombreuses personnes handicapées, y compris les femmes et les filles sourdes, ne peuvent pas accéder aux vaccins anti-COVID-19 en raison d'une mauvaise prise en compte de leurs besoins, et a appelé à l'inclusion des personnes handicapées dans les groupes de vaccination prioritaires.

D'autres ont parlé d'importants partenariats en Afrique favorisant l'accès aux vaccins anti-COVID-19, notamment un partenariat avec l'Institut Pasteur de Dakar au Sénégal pour étendre la production de vaccins en Afrique de l'Ouest, et le partenariat du Rwanda avec BioNTech pour une installation de fabrication de vaccins à ARNm. Un conférencier a décrit le Fonds d'équipement des Nations Unies, qui dispose d'un mécanisme relais qui permet aux PMA d'accéder à des prêts.

Qualifiant le développement de droit humain, un intervenant a dénoncé le « nationalisme vaccinal » de nombreux pays développés, affirmant que cela contrevenait au devoir juridique de coopération internationale. Un autre, soulignant que l'accès aux vaccins est un droit humain, a appelé à une meilleure coopération et un meilleur financement des vaccins, et que les PMA ne devraient pas y être laissés pour compte.

Les délégués des PMA et des PDSL ont indiqué qu'en raison de vulnérabilités structurelles, ils étaient les plus touchés par la COVID-19 et par la récession financière et la perturbation des chaînes d'approvisionnement qui en ont résulté. Ils ont fait état de faibles niveaux de vaccination et ont appelé à : combler les lacunes financières et fournir une dette viable ; assurer la transition vers les énergies renouvelables et la transformation économique ; veiller à la coopération Sud-Sud et triangulaire ; assurer le transfert de technologie ; le renforcement des capacités nationales, notamment en matière de production de vaccins anti-COVID-19 et de centres de diagnostic ; et mettre en place de meilleurs systèmes de gestion des données.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-6jul2022

En route vers l'édition 2023 du Sommet des ODD

Jeudi 7 juillet, les délégués ont tenu une discussion sur le Sommet des ODD de 2023, qui examinera les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD. Nikhil Seth, Directeur exécutif de l'UNITAR, a modéré la discussion.

Macharia Kamau, Secrétaire principal, ministère des Affaires étrangères du Kenya, a suggéré de garder le Sommet de 2023 facile à comprendre et de se concentrer sur la manière dont les sommets peuvent assurer la mise en œuvre, avertissant que l'absence d'action entraîne une perte de crédibilité. Appelant à un

“sommets disruptif”, Paula Caballero, *The Nature Conservancy*, a suggéré que le Sommet devrait identifier une suite unique et succincte d'actions à mettre en œuvre par toutes les parties prenantes, et a proposé de s'engager dans le processus de bilan mondial en cours dans le cadre de l'Accord de Paris. Mami Mizutori, Chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), a appelé à lier le Sommet à l'évaluation à mi-parcours du Cadre de Sendai, et a souligné la nécessité d'une prise de décision fondée sur les risques.

D'autres intervenants ont appelé : les États présents au Sommet, à renouveler l'engagement politique mondial envers les ODD, avec un plan d'action d'accélération concret et un pacte scientifique et politique renouvelé pour accélérer la mise en œuvre ; à la tenue de réunions régionales, y compris avec la société civile, pour comprendre les priorités sur le terrain ; et le Sommet, à apporter le soutien financier des donateurs et du secteur privé.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont souligné que le Sommet devrait : aborder l'inégalité carbone ; donner la priorité au changement systémique pour améliorer la vie des plus pauvres et des plus marginalisés ; impliquer les peuples autochtones ; et faire preuve de solidarité internationale pour promouvoir la paix et la sécurité. Ils ont également mis l'accent sur : la lutte contre le changement climatique et les autres défis auxquels sont confrontés les PEID ; le besoin d'investir dans les jeunes pour construire la paix au niveau local ; et la valeur des lois et des pratiques forestières durables pour la réalisation de plusieurs ODD. Plusieurs délégués ont souligné que le manque de progrès sur les ODD ne pouvait pas être entièrement attribué à la pandémie et ont appelé à une action plus forte sur le changement climatique et les moyens de mise en œuvre.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-7jul2022

Reconstruire en mieux dans les situations de vulnérabilité

Lundi 11 juillet, les délégués ont abordé la manière de mieux reconstruire dans les situations vulnérables, avec un accent particulier sur les situations particulières des PEID. Dans son discours liminaire, le Coprésident du Groupe d'experts sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, le Premier ministre Gaston Browne, Antigua-et-Barbuda, a souligné les principes directeurs du Secrétaire général des Nations Unies pour l'IVM proposé, notamment que les indicateurs devraient représenter la multidimensionnalité, l'universalité, l'exogénéité, la disponibilité et la lisibilité. Soulignant qu'il n'y a pas de développement durable sans résilience, Hyginus Leon, Président de la Banque de développement des Caraïbes, a proposé un indicateur de capacité de résilience interne pour étayer la prise de décision en matière de financement concessionnel, afin d'y intégrer la vulnérabilité des PEID à des problèmes tels que le changement climatique, les conflits, et les retombées des guerres et des pandémies mondiales.

Modérant la session, Heidi Schroderus-Fox, Haute représentante par intérim, Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les PEID (UN-OHRLS), a fait état des inversions du développement durable dans les PEID au cours de la période pandémique, et a déclaré qu'un IVM refléterait mieux les réalités sur le terrain. De nombreux délégués ont qualifié l'IVM d'outil potentiellement salvateur pouvant aider les PEID à accéder à des financements concessionnels.

Les délégués ont entendu les membres du groupe de l'IVM, qui ont souligné que les chocs externes ne sont pas reflétés dans les indices pondérés par le revenu tels que le revenu national brut (RNB) et ont noté que l'IVM serait appliqué universellement à tous les pays en développement. D'autres conférenciers ont reconnu la nécessité de mettre “la vulnérabilité au cœur de la finance”, ont souligné l'importance de relever les défis de

l'éligibilité à la dette et de la bureaucratie et ont souligné plusieurs initiatives visant à aider les PEID à devenir plus résistants aux chocs.

Les intervenants ont également évoqué : la nécessité d'une conclusion rapide des discussions sur l'IVM; le long voyage pour arriver au processus de l'IVM dans le cadre de l'ONU ; la nécessité d'un IVM clair avec des indicateurs quantifiables ; la nécessité pour les institutions financières internationales de participer à la discussion sur l'IVM ; et le « caractère pansement » de l'aide internationale fournie aux PEID, qui ne s'attaque pas à la vulnérabilité.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/fr/high-level-political-forum-hlpf-2022-daily-report-11jul2022

Présentation du rapport sur le 10YFP sur les modes de consommation et de production durables

Lundi 11 juillet, Irfan Tariq, Président du Réseau 10YFP/One Planet, a présenté le rapport sur l'état d'avancement du cadre décennal de programmes sur la CPD. Il a déclaré que la CPD pouvait être un catalyseur des efforts mondiaux visant à mieux reconstruire, mais a fait état de défis persistants, notamment le manque de données, de capacités, de technologie et de soutien financier aux pays en développement.

Vision de la société civile : ne laisser personne de côté pour mieux se redresser

Mardi 12 juillet, les délégués se sont entretenus avec des membres de la société civile abordant les stratégies de relance post-pandémique et l'accélération de la mise en œuvre des ODD. Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des affaires économiques et sociales, a souligné le rôle important de la société civile pour atteindre ceux qui sont le plus en retard, et son rôle précieux dans l'éclairage de l'édition 2023 du Sommet des ODD.

La Coprésidente du mécanisme de coordination des grands groupes et des parties prenantes (MGoS), Mabel Bianco, Présidente de la Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer, a exhorté les gouvernements à prendre des engagements politiques significatifs qui ne laissent personne de côté. Le Coprésident du mécanisme de coordination du MGoS, Ajay Jha, Directeur du Center for Community Economics and Development Consultants Society, Inde, a souligné les priorités de la société civile, notamment : l'amélioration de l'équité en matière de vaccins, la résolution de la crise de la dette et le renforcement de l'action climatique. Plusieurs ont soutenu les appels en faveur d'une quatrième conférence sur le financement du développement.

Les intervenants ont appelé à : une plus grande reconnaissance par le gouvernement de la valeur que les bénévoles apportent à la mise en œuvre des ODD et aux responsabilités y afférentes ; et la fin des investissements publics dans le pétrole et le gaz. D'autres ont donné la priorité à l'accès et au contrôle des terres pour une prospérité plus durable, et plutôt à l'agriculture communautaire qu'à l'agriculture commerciale et industrielle ; et ont dénoncé le « profit en situation de catastrophe », qui empêche l'équité en matière de vaccins. Un conférencier a déclaré que le droit au développement est un processus holistique et multipartite, et a souligné la nécessité de réviser les politiques fiscales et financières pour répondre aux préoccupations des plus vulnérables, y compris les femmes. Un autre a proposé la création d'un groupe de discussion de 10 membres sous les auspices de l'ECOSOC sur l'état de l'engagement et de la participation des OSC.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont exprimé leur inquiétude face à l'espace réduit pour la société civile et à la répression politique contre les OSC en Biélorussie et en Russie. Ils ont évoqué divers efforts visant à inclure la société civile dans les processus nationaux et locaux des ODD. Ils ont également souligné la nécessité de : s'attaquer aux obstacles systémiques

posés à l'égalité tels que le sexisme et la misogynie ; protéger l'espace civique et les défenseurs des droits humains ; combattre la désinformation ; transférer le pouvoir aux enfants, aux communautés et aux organisations locales ; et fournir aux filles une éducation et des informations de qualité sur la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Un résumé plus détaillé est disponible sur enb.iisd.org/high-level-political-forum-FPHN-2022-12jul22

La réunion ministérielle

Séance d'ouverture : Le segment ministériel a été ouvert le mercredi 13 juillet 2022 par le Président de l'ECOSOC, Collen Vixen Kelapile. Face aux multiples crises auxquelles le monde est confronté, il a appelé à l'optimisme et à utiliser cette période pour transformer les choses. Il a souligné que le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris constituaient le modèle pour mieux reconstruire et parvenir à un développement durable pour tous.

Soulignant que « notre monde est en grande difficulté, tout comme les ODD », le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé le monde à « sauver les ODD ». Parmi les domaines d'action immédiate, il a souligné le besoin : d'investir dans un accès équitable aux vaccins, notamment par le partage de licences pour permettre aux pays de produire des vaccins et d'autres produits médicalement importants ; de s'attaquer aux crises alimentaire, énergétique et des engrais ; d'investir dans les personnes, notamment par le biais du Sommet Transformer l'éducation ; de « maintenir +1,5 °C en vie », notamment en mettant fin à la dépendance aux combustibles fossiles et en investissant dans les énergies renouvelables ; et de réexaminer les questions d'accès et d'éligibilité aux financements concessionnels pour les pays en développement.

Les intervenants ont également appelé à : faire progresser l'IVM ; accélérer la numérisation pour créer des conditions favorables au secteur privé ; tenir les engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans et de la Conférence de Glasgow sur le changement climatique ; travailler à un cadre mondial de la biodiversité ambitieux, équilibré et pragmatique lors de la prochaine Conférence des Nations Unies sur la biodiversité ; augmenter les investissements dans la protection sociale, le renforcement des capacités institutionnelles et du leadership féminin, et la participation accrue et significative des jeunes à la prise de décision.

Rapports des régions : Jeudi 14 juillet, les représentants des forums régionaux ont partagé les résultats des cinq forums régionaux sur le développement durable, résultats portant notamment sur la nécessité de :

- Renforcer la protection sociale, l'éducation, l'égalité hommes-femmes, les économies inclusives et vertes et le soutien aux pays en développement (Asie-Pacifique) ;
- Améliorer les services de soins, des modalités de travail souples pour promouvoir l'égalité hommes-femmes, investir dans des solutions fondées sur la nature, des données opportunes et suffisamment précises, et combler la fracture numérique mondiale (Europe) ;
- Renforcer le multilatéralisme, en particulier le financement du développement, améliorer la mise en œuvre des politiques, accroître la résilience des institutions et surmonter les conflits (Amérique latine et Caraïbes) ;
- Assurer la disponibilité du vaccin anti-COVID-19, assurer un financement adéquat pour le changement climatique et des solutions de financement innovantes, investir dans l'éducation, la numérisation et la collecte de données et leur analyse, et promouvoir les chaînes de valeur régionales (Afrique) ;
- Remédier aux pertes d'éducation et adapter les programmes pour qu'ils correspondent aux exigences du marché du travail et de la société, promouvoir la participation des femmes à la

vie publique et utiliser des partenariats et une budgétisation nationale basée sur les ODD (Asie occidentale).

Les observations des OSC comprenaient un appel aux États pour qu'ils respectent leurs obligations extraterritoriales de faire respecter les droits humains dans le monde et de fournir des espaces démocratiques et sûrs aux communautés marginalisées, y compris les personnes LGBTQI+ en Asie centrale.

Résultats de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) : Jeudi 14 juillet, la Présidente de l'UNEA-6, Leila Benali, Ministre marocaine de la transition énergétique et du développement durable, a transmis les principaux messages de l'UNEA au FPHN. Pour accélérer la réalisation du Programme 2030 et mieux reconstruire, elle a souligné la nécessité pour les politiques d'améliorer : l'interface science-politique pour conduire des changements dans la CPD ; les approches écosystémiques et les solutions fondées sur la nature pour faire face aux risques sanitaires actuels et futurs ; les approches d'économie circulaire ; la coordination mondiale pour éliminer la pollution plastique ; l'égalité hommes-femmes et les droits humains ; l'accès à l'information, la participation du public et la justice environnementale ; et la mobilisation des ressources.

Table ronde ministérielle : Jeudi 14 juillet, un vice-président, deux vice-premiers ministres et 39 ministres ont présenté leurs points de vue sur les crises et les défis en cours aux niveaux national, régional et mondial. De nombreux intervenants ont souligné la manière dont les défis liés à la pandémie, à la crise climatique et à la guerre en Ukraine ont eu un impact sur leurs pays. Les défis supplémentaires et connexes identifiés comprenaient l'aggravation des inégalités, les réformes économiques et structurelles et le surendettement, l'inflation, la pénurie d'engrais et la hausse des prix des produits agricoles, l'insécurité alimentaire et hydrique, la pollution, la perte de biodiversité, l'élévation du niveau de la mer et la sécheresse.

Les exemples de réussite ont inclus :

- La coopération avec les partenaires au développement pour atteindre un taux de vaccination de 90% chez les adultes ;
- La création de ressources d'enseignement à distance ;
- L'intérêt de localiser les ODD ;
- La co-organisation d'un Forum national sur les ODD avec les OSC ;
- Plus de 30 % de certaines aires marines déjà désignées comme protégées et 14 millions d'arbres plantés ;
- L'introduction de l'assurance maladie complémentaire ; et
- La poursuite des interventions anti-pandémiques sur la base d'un processus consultatif fondé sur la science.

Les propositions d'actions futures comprenaient :

- Mettre en place un fonds pour le développement des pays montagneux et un mécanisme de financement des projets fondés sur l'économie bleue ;
- Réduire la fracture numérique et améliorer l'accès à Internet pour les ménages ;
- Investir dans des systèmes éducatifs souples et de qualité ;
- « Pérenniser » le système de santé publique ;
- Soutenir le renforcement des capacités productives et l'amélioration de la sécurité alimentaire ;
- Élaborer un processus de gradation fluide ; et
- Appel aux dirigeants pour qu'ils continuent à exprimer un message optimiste fort.

Beaucoup ont appelé à un multilatéralisme renforcé face aux multiples crises auxquelles le monde est confronté. Certains ont appelé à la fin des sanctions unilatérales.

Séance de clôture

Le Président de l'ECOSOC, Collen Vixen Kelapile, a présidé la séance de clôture le vendredi après-midi 15 juillet. Présentant le projet de déclaration ministérielle, Maurizio Massari, Représentant permanent de l'Italie auprès de l'ONU, parlant également au nom

de Margo Deiye, Représentante permanente de Nauru auprès de l'ONU, a déclaré qu'au terme de six mois de négociations, la déclaration représente un « accord global, ambitieux et un programme orienté vers l'action » qui appelle tous les acteurs à redoubler d'efforts dans toutes les dimensions du développement durable et qui envoie un signal fort que le multilatéralisme peut et sera bénéfique pour tous et ne laissera personne de côté.

Massari a souligné qu'il y avait eu une objection à un paragraphe qui faisait référence à la suppression des « obstacles à la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous occupation coloniale et étrangère ». Les États membres ont voté sur le maintien ou non du paragraphe, 101 ont voté en faveur de son maintien, 3 contre et 41 s'y sont abstenus. ISRAËL s'est dissocié du paragraphe qui a été soumis au vote, exprimant sa préoccupation concernant les tentatives de « politiser » le FPHN. Les délégués ont ensuite adopté la Déclaration ministérielle (E/FPHN/2022/L.1).

Déclarations des pays : Le Pakistan, au nom du GROUPE DES 77 ET DE LA CHINE, a déclaré que le processus de la Déclaration ministérielle aurait pu laisser plus de temps pour des négociations approfondies et des consultations internes avec de meilleurs calendriers et échéanciers. Ils ont regretté que le langage sur les pays en situation particulière n'inclue pas les pays et les personnes vivant sous occupation coloniale et étrangère, dénonçant « une menace existentielle grave contre la Palestine ». Ils ont également : rejeté les mesures commerciales financières ou économiques unilatérales ; rejeté la terminologie « pays vulnérables à revenu intermédiaire », et regretté que la Déclaration n'inclue pas de libellé sur le droit inaliénable au développement et sur les responsabilités communes mais différenciées à la lumière des situations nationales.

Le CANADA, au nom d'un éventail de pays, a souligné son soutien à l'égalité des genres, soulignant le droit des femmes et des filles à contrôler tous les aspects de leur sexualité, et a regretté que les négociations sur le langage relatif au genre aient été « inutilement difficiles ».

La République tchèque, au nom de l'UE, a déclaré que les défis du développement durable ont été exacerbés par « l'agression atroce, non provoquée et injustifiée » de la Russie contre l'Ukraine. Le délégué a souligné la nécessité de progrès spectaculaires en matière d'égalité des genres comme condition préalable à la réalisation de tous les ODD et a regretté que cela ne soit pas reflété dans la déclaration. Il a également regretté que la déclaration ne fasse pas de lien entre la production alimentaire et la perte de biodiversité, et le langage peu ambitieux sur l'action climatique.

La Colombie, au nom des pays partageant les mêmes idées, partisans des pays à revenu intermédiaire (PRI), a rejeté le langage relatif aux PRI « vulnérables », qui, selon le délégué, est basé sur des critères peu clairs et crée un dangereux précédent.

Antigua-et-Barbuda, au nom de l'alliance des petits états insulaires, a déclaré que la Déclaration ministérielle est « déséquilibrée » et qu'elle reflète un « récit obscur » qui ne parvient pas à susciter des ambitions et à proposer des solutions audacieuses, et a souligné l'importance du Programme d'action pour les PMA, PDSL et PEID. Ils ont souligné que le rôle du FPHN est plutôt d'examiner, que de reformuler ou de redéfinir les ODD et ont fait part de « profondes préoccupations » concernant les incohérences procédurales par rapport aux réunions précédentes.

Les États-Unis ont souligné l'importance des ODD 4 (éducation de qualité) et 5 (égalité des genres). Le délégué a dissocié les États-Unis de la référence à la Déclaration de Kunming, qui, selon lui, n'a pas été négociée, et du paragraphe qui a été soumis au vote.

La HONGRIE a déclaré qu'elle ne pouvait pas soutenir les paragraphes liés à la migration, déclarant sa conviction que

“la migration n’a pas d’impact positif sur la croissance et le développement inclusifs”, et a souligné la nécessité d’améliorer la situation dans les pays d’origine des migrants.

Le GUATEMALA a déclaré qu’il ne pouvait pas soutenir les libellés portant : sur les droits reproductifs, qui, selon la déléguée, peuvent être interprétés comme incluant l’avortement ou les pratiques abortives; et sur la coopération transfrontalière dans le cadre d’une gouvernance durable de l’eau.

La TURQUIE a souligné que l’ODD 6 (eau potable et assainissement) n’a pas fait l’objet d’un examen au FPHN 2022, expliquant que le libellé donne la priorité à certaines cibles des ODD par rapport à d’autres. Il a également souligné la note selon laquelle les responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives sont le principe clé dans le respect des obligations liées au changement climatique ; et a mis en exergue la nécessité d’approches autres que les solutions fondées sur la nature pour aborder la protection, la conservation, la restauration et l’utilisation durable des océans.

Soulignant que la Déclaration reflète un équilibre délicat, la FÉDÉRATION DE RUSSIE a parlé de l’accent mis par le document sur les problèmes mondiaux et a déclaré que le libellé précédemment convenu tiré d’autres accords est ouvert à la discussion au FPHN en raison des contextes différents. Il s’est félicité de l’inclusion des valeurs familiales dans le cadre du développement durable dans la Déclaration et de la nécessité de s’attaquer au problème mondial de la drogue ; a déploré la « politisation » du Programme 2030 par certains pays ; et a affirmé que l’expression « formes multiples et croisées de discrimination » n’est pas un langage convenu.

Le SAINT-SIÈGE a déclaré que les droits de l’enfant doivent être considérés dans le contexte de la famille et que le rôle des parents doit toujours être respecté ; et que l’expression « formes multiples et croisées de discrimination » ne fait pas consensus. Le délégué a également réaffirmé les réserves liées à l’accès à l’avortement et à une description élargie du genre.

L’AUSTRALIE, s’exprimant également au nom du CANADA et de la NOUVELLE-ZÉLANDE, a soutenu l’intégration du genre ; a souligné l’importance d’un cadre mondial solide pour la biodiversité ; et a souligné que la Déclaration ministérielle de 2022 est plus longue que le Programme 2030 et qu’elle ne devrait pas créer de précédent.

Le NIGERIA a appelé à des mesures pratiques, telles que les conversions de dettes, pour remédier aux inégalités entre pays développés et pays en développement ; et a souligné la nécessité d’un nouveau système commercial international non discriminatoire au profit des pays les plus pauvres du monde.

Le MEXIQUE s’est félicité de l’inclusion d’un libellé sur la vulnérabilité, le financement climatique et les infrastructures durables ; et a appelé à ce que la Déclaration ministérielle de 2023 reflète une plus grande cohérence entre les réalités sur le terrain et le consensus politique.

La CHINE a déclaré que quelques bons résultats ont été obtenus, et qu’une décision basée sur le consensus a été adoptée avec une participation constructive. Déplorant la lenteur de la mise en œuvre, il a appelé à une augmentation drastique du financement et du renforcement des capacités et a mis en exergue l’Initiative de développement mondial de la Chine.

Le NICARAGUA a souligné que les négociations doivent être transparentes en ce qui concerne le caractère intergouvernemental et inclusif de l’ONU, et a condamné l’absence de libellé s’opposant aux mesures coercitives unilatérales. Il a souligné que la référence à la santé reproductive ne signifie pas un soutien à l’avortement, notant la reconnaissance par le Nicaragua du “droit à la vie dès la conception”.

L’INDONÉSIE a déclaré qu’en dépit d’efforts constructifs, la référence aux formes multiples et croisées de discrimination ne fait pas l’objet d’un consensus.

Le ROYAUME-UNI a souligné que l’APD à elle seule ne suffira pas à combler les déficits de financement des ODD et a appelé à de solides partenariats public-privé. La déléguée a mis en garde contre le fait de passer du temps à débattre des engagements et du langage déjà établis sur le changement climatique et le genre au lieu d’agir de toute urgence sur les crises actuelles. Saluant le langage sur l’intensification de l’action climatique, elle a appelé à lutter contre la violence sexiste.

L’ARABIE SAOUDITE a déclaré que les références aux formes croisées de discrimination, ainsi qu’aux droits sexuels et reproductifs, doivent être interprétées conformément aux lois, religions et normes culturelles du pays.

Le QATAR a salué les paragraphes faisant référence au Programme d’action de Doha pour les pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031 et a déclaré que la référence aux droits sexuels et reproductifs doit être interprétée conformément aux lois, religions et normes culturelles du pays.

L’AFRIQUE DU SUD a déploré que le texte sur le changement climatique ne reflète pas de manière adéquate les principaux intérêts et préoccupations des pays en développement, modifiant ainsi le statut d’un Pacte de Glasgow déséquilibré qui met trop l’accent sur l’atténuation sans aborder les obligations de financement par les États développés. Le délégué a également exprimé son soutien total à la mise en œuvre de l’ODD 5 et a espéré qu’un jour les droits des femmes et des filles ne seront plus un facteur de division entre les pays.

L’ÉGYPTE a souligné que le texte sur les minorités et sur les minorités religieuses n’est pas clair et a noté l’absence de consensus sur la référence aux formes croisées de discrimination.

Le VENEZUELA a souligné la nécessité de prévoir suffisamment de temps pour les consultations intergouvernementales et pour inclure toutes les positions. Le délégué a regretté l’absence d’un libellé s’opposant aux mesures coercitives unilatérales qui sont “des expériences cruelles infligées aux pays pour saper leur développement”. Il a également exprimé des réserves quant à la référence à la Convention sur le droit de la mer, précisant que le Venezuela n’est pas partie à la Convention.

Le YÉMEN a exprimé sa déception qu’un vote ait été demandé pour un paragraphe, et a exprimé des réserves sur les normes relatives aux formes croisées de discrimination et aux droits sexuels et reproductifs, lesquelles, a-t-il dit, doivent être interprétées en fonction de la culture, de la tradition et de la religion du Yémen.

CUBA a souligné le manque de transparence dans le processus des négociations, condamnant l’absence d’un libellé s’opposant aux mesures coercitives unilatérales, notant que celles-ci entravent le développement durable à Cuba.

L’IRAN a évoqué l’absence de consensus sur certaines dispositions et a regretté qu’il n’y ait pas de libellé s’opposant aux mesures coercitives unilatérales. Le délégué a souligné le caractère juridiquement non contraignant de la déclaration et a fait état de l’absence de consensus sur le libellé portant sur les formes croisées de discrimination. Il a déclaré que les dispositions sur l’égalité des genres et sur la transition vers de faibles émissions devraient être interprétées conformément aux lois, politiques et réglementations nationales.

L’IRAK a souligné l’absence de consensus sur les formes de discrimination multiples et croisées, et a déclaré qu’il interprète les références à la diversité comme signifiant diversité culturelle.

La LIBYE a indiqué que les références aux formes croisées de discrimination, ainsi qu’aux droits sexuels et reproductifs, doivent être interprétées conformément aux lois, religion et normes culturelles du pays.

La SYRIE a regretté l'inclusion d'une « phraséologie controversée » qui ne fait pas l'objet d'un consensus, faisant référence à des formes multiples et croisées de discrimination, et a déclaré que le libellé sur les droits sexuels et reproductifs doit être interprété conformément aux lois, à la religion et aux normes culturelles nationales.

Déclarations de clôture : Dans sa déclaration de clôture, la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, a déclaré que le FPHN a fait preuve d'un « engagement indéfectible » pour la réalisation du Programme 2030. Elle a exhorté les délégués à se rassembler pour faire du Sommet de 2023 « un tournant pour sauver les ODD ».

Le Président de l'ECOSOC, Collen Vixen Kelapile, a déclaré que si les défis complexes d'aujourd'hui menacent les ODD, ils constituent également une opportunité pour le multilatéralisme et l'innovation qui remettent en question le statu quo. Il a souligné : « Nous connaissons les défis et les solutions, et nous avons les outils et les moyens, si seulement nous les partageons équitablement ». Il a annoncé que Liu Zhenmin, Sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales, partirait à la fin du mois, le remerciant pour ses services. Vixen Kelapile a clôturé le FPHN 2022 à 18h35.

Déclaration ministérielle

La Déclaration ministérielle de l'édition 2022 du FPHN réaffirme fermement l'engagement à la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 et de ses ODD, le reconnaissant comme le modèle d'une reprise inclusive, durable et résiliente après la pandémie de COVID-19 et accélérant la décennie d'action et de réalisation du développement durable, ne laissant personne de côté. En outre, elle :

- Réaffirme : que l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions, y compris l'extrême pauvreté, est le plus grand défi mondial ; l'importance d'assurer la sécurité alimentaire mondiale ; et qu'il ne peut y avoir de développement durable sans paix et pas de paix sans développement durable ;
- Souligne la nécessité d'une plus grande collaboration et de partenariats à tous les niveaux pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 ; et
- Reconnaît l'importance de répondre aux divers besoins et défis auxquels sont confrontés les pays en situation particulière, en particulier les pays africains, les PMA, les PDSL et les PEID, et les pays en situation de conflit et de post-conflit, ainsi que les défis spécifiques auxquels sont confrontés les PRI.

Concernant l'impact de la COVID-19 sur le Programme 2030, la Déclaration :

- Note avec inquiétude que des années, voire des décennies, de progrès en matière de développement ont été interrompues ou inversées, en raison des impacts multiples et généralisés de la COVID-19, des conflits et du changement climatique ;
- Invite la communauté internationale à renforcer la coopération internationale afin de préserver et de renforcer les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales, en particulier pour les biens et services essentiels ;
- Réaffirme l'urgence d'assurer un accès rapide, abordable et équitable à des vaccins, des traitements, des diagnostics et d'autres technologies de la santé qui soient sûrs, efficaces et de qualité contre la COVID-19 ; et
- Reconnaît le rôle important de l'*Access to COVID-19 Tools Accelerator* (ACT-A) et de son *COVID-19 Vaccine Global Access Facility* (COVAX), du *COVID-19 Technology Access Pool* (C-TAP) et d'autres initiatives pertinentes.

Au sujet des objectifs faisant l'objet d'un examen approfondi et les ENV, la Déclaration encourage la participation pleine, égale et significative de toutes les parties prenantes concernées, y compris les gouvernements locaux, les organisations de la société

civile et les universités, à la conception, à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation et à l'établissement de rapports sur le développement durable national stratégiques et dans l'élaboration des ENV et note avec inquiétude que les cibles des ODD ayant 2020 pour échéance, n'ont pas été pleinement atteintes.

Concernant l'ODD 4 (éducation de qualité), les ministres et représentants de haut niveau :

- S'engagent à prendre des mesures supplémentaires pour éviter une crise multigénérationnelle dans l'éducation et appeler à atténuer les effets des fermetures d'écoles et des coupes dans les budgets nationaux de l'éducation, y compris sur l'apprentissage, la nutrition des enfants, toutes les formes de violence, y compris la violence sexuelle et sexiste et la maltraitance des enfants ; et
- Encouragent la promotion des technologies numériques, y compris les stratégies low-tech et no-tech, l'accès à l'internet haut débit et aux dispositifs technologiques, la connectivité, l'inclusion et l'alphabétisation numériques et l'intégration des compétences numériques dans le système éducatif.

Concernant l'ODD 5 (égalité des genres), les ministres et les représentants de haut niveau :

- Réaffirment l'engagement à réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles en assurant l'intégration systémique d'une perspective de genre dans la mise en œuvre du Programme 2030 et à mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles partout dans le monde, en reconnaissant que les femmes et les filles sont souvent confrontées à de multiples formes croisées de discrimination ;
- S'engagent à garantir l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive et aux droits reproductifs ; et
- Encouragent le renforcement et la mise en œuvre de processus de planification et de budgétisation sensibles au genre et l'élaboration et le renforcement des méthodologies et des outils de suivi et d'évaluation des investissements pour des résultats en matière d'égalité des sexes, et réaffirment l'importance de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de données ventilées par sexe afin d'élaborer et de renforcer des politiques et des programmes publics fondés sur des données probantes.

Concernant l'ODD 14 (vie aquatique), les ministres et représentants de haut niveau, entre autres questions :

- Soulignent l'importance de mettre fin à la pêche INN et saluer l'Accord sur les subventions à la pêche conclu lors de la douzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce ;
- Soulignent l'urgence de prendre des mesures immédiates pour l'élimination à long terme de la pollution plastique dans le milieu marin et saluer la résolution 5/14 adoptée par l'UNEA à la reprise de sa cinquième session ;
- Soulignent la nécessité d'un cadre mondial de la biodiversité post-2020 ambitieux, équilibré, pratique, efficace, solide et transformateur dans le contexte de la CDB ; et
- Saluent la décision prise par l'UNEA à la reprise de sa cinquième session de créer un groupe science-politique de contribuer davantage à la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets et prévenir la pollution.

Concernant l'ODD 15 (vie terrestre), la Déclaration :

- Souligne la nécessité de s'appuyer sur et de renforcer la complémentarité dans la mise en œuvre du Programme 2030 et des trois Conventions de Rio sur la biodiversité, le changement climatique et la désertification ;
- Reconnaît l'importance des solutions fondées sur la nature et des approches fondées sur les écosystèmes, qui protègent, conservent, restaurent, utilisent et gèrent durablement les écosystèmes terrestres, d'eau douce, côtiers et marins naturels ou modifiés ; et

- Souligne la nécessité d'un financement à long terme et abordable pour la biodiversité, notamment pour soutenir la mise en œuvre de la CDB et de son cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

Concernant l'ODD 17, les ministres et représentants de haut niveau :

- Réaffirment leur engagement envers l'objectif et le document final du forum ECOSOC 2022 sur le suivi du financement du développement ; et
- Encouragent la coopération internationale pour le soutien du renforcement des capacités statistiques et de l'accès aux données dans les pays en développement.

Une section portant sur d'autres domaines prioritaires reconnaît le rôle positif et les contributions des migrants à une croissance inclusive et un développement durable, et se félicite de la nomination par le Président de l'Assemblée générale du groupe d'experts de haut niveau chargé de finaliser un IVM pour les PEID d'ici la fin de 2022.

Dans la dernière section, intitulée : "Notre feuille de route pour aller de l'avant", les ministres s'engagent à nouveau à ne laisser personne de côté et à accélérer les actions visant à réduire les inégalités et à intensifier les efforts de lutte contre le racisme, toutes les formes de discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, la stigmatisation, les discours de haine, par la coopération, le partenariat, l'inclusion et le respect de la diversité. Ils s'engagent également à redoubler d'efforts pour résoudre ou prévenir les conflits et à soutenir les pays sortant d'un conflit, et appellent à lever les obstacles posés à la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous occupation coloniale et étrangère.

Brève analyse de l'édition 2022 du FPHN

Un monde en crise

"Notre monde est en grande difficulté, tout comme les Objectifs de développement durable." Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, n'a pas mâché ses mots lorsqu'il s'est adressé aux délégués lors du segment de haut niveau du FPHN. La Conférence de cette année s'est déroulée à un moment de crise, d'incertitude et de bouleversements internationaux importants. La guerre en Ukraine et d'autres conflits dans le monde représentent le plus grand nombre de conflits depuis 1945, entraînant un lourd tribut humanitaire, avec des répercussions sur la stabilité géopolitique, sur l'économie mondiale et sur la sécurité alimentaire et énergétique.

Et comme si cela ne suffisait pas, les inégalités en matière de vaccins et les nouveaux variants de la COVID-19 continuent de plonger le monde dans l'incertitude, exerçant une pression renouvelée sur les systèmes de santé. Point de répit en effet : depuis trois ans, les pays sont ébranlés par les impacts négatifs importants de la pandémie, inversant ou stagnant l'avancée de la mise en œuvre des ODD, avec un grand nombre de vies perdues directement ou indirectement à cause de la pandémie.

Pour couronner le tout, l'aggravation de la crise climatique fait rage. De nombreux délégués ont souligné des défis tels que les sécheresses, les tempêtes, les inondations, les invasions de criquets pèlerins et les incendies de forêt venus aggraver des situations déjà difficiles. Au cours des deux semaines du FPHN de 2022, la localisation de ces pressions ainsi que des circonstances nationales singulières ont vu se retirer trois gouvernements : le Royaume-Uni, le Sri Lanka et l'Italie. Personne n'a été épargné.

Pourtant, malgré – et en fait à cause de – ces défis, les délégués réunis au FPHN, en mode présentiel pour la première fois depuis trois ans, ont convenu que le Programme 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) sont aujourd'hui plus importants que jamais, offrant un plan pour une relance verte qui ne laisse personne de côté. Cette brève analyse examine la façon dont

la réunion a réussi à remplir sa fonction d'examen des progrès du Programme 2030 et, surtout, à réaffirmer un engagement renouvelé pour sa mise en œuvre.

Des progrès dans la mise en œuvre des ODD ?

La première semaine de la réunion a brossé un tableau qui donne à réfléchir sur les progrès accomplis dans les cinq ODD qui doivent faire l'objet d'un examen approfondi cette année. En ce qui concerne l'éducation (ODD 4), les intervenants ont révélé que plus de 20 millions d'élèves ont été touchés par les fermetures d'écoles et qu'ils pourraient ne jamais retourner à l'école, et que l'accès inégal aux outils d'apprentissage numériques a considérablement accru les inégalités entre les apprenants, tant entre les pays qu'au sein des pays. De même, en ce qui concerne l'égalité des genres (ODD 5), de nombreux pays ont signalé une aggravation de la situation socio-économique des femmes, ainsi qu'une augmentation de la violence sexiste, de mariages d'enfants et de grossesses chez les adolescentes, les confinements ayant forcé de nombreuses femmes et filles à se confiner avec leurs agresseurs, les isolant des réseaux et services de soutien. Il semble que la situation ait enregistré "un pas en avant, deux pas en arrière" a commenté d'un ton sombre un observateur.

Mais si certains de ces revers peuvent être attribués à la pandémie de COVID-19 et aux mesures prises pour la contenir, plusieurs commentateurs ont souligné que la pandémie n'était pas la seule responsable. Certains ont qualifié, par exemple, les érosions de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes d'évolution aussi grave, indépendante de la pandémie, comme l'illustre le récent renversement, après 50 ans, du droit à un avortement sûr et sécurisé aux États-Unis. Comme l'a déploré un jeune militant : "Nous nous battons désormais pour des droits que nous considérons comme acquis".

Il en est de même pour ce qui concerne l'ODD 15 (vie terrestre), certains représentants de la société civile ont regretté "l'occasion manquée" qu'une plus grande attention n'ait pas été accordée à la nécessité de transformer l'interface homme-animal-environnement, notamment, en mettant en lumière des activités nuisibles telles que le braconnage, le commerce d'animaux sauvages et l'élevage industriel, compte tenu de fortes indications sur les origines zoonotiques du virus de COVID-19. "La pandémie devrait être un signal d'alarme, mais nous préférons fermer les yeux", a déploré un représentant de la société civile.

Néanmoins, une note d'optimisme prudent a émergé de certains milieux sur l'ODD 14 (vie aquatique), les délégués ayant mis en exergue les décisions récentes visant à mettre fin à la pollution plastique et à réduire les subventions à la pêche, deux décisions qui ont une incidence directe sur la santé de l'océan. Lors de l'édition 2022 du FPHN 2022, plusieurs pays ont partagé leurs efforts nationaux visant à étendre les aires marines protégées, pourvus d'un réel désir d'atteindre l'objectif correspondant.

Le financement étant le défi permanent, les délégués se sont félicités de la nouvelle selon laquelle la deuxième Conférence des Nations Unies sur les océans, tenue fin juin 2022, et la Conférence Nos océans, tenue en avril 2022, ont toutes deux abouti à des engagements substantiels et à des promesses de financement pour la concrétisation de l'ODD 14 qui a toujours été le moins financé des ODD. "Il reste encore beaucoup à faire", a déclaré un délégué, « et le coup de pouce a tardé, mais il y a un peu d'espoir maintenant. »

Mise en œuvre inspirante ?

Au cours de la deuxième semaine du Forum, les discussions se sont tournées vers la question urgente de la mise en œuvre. Les progrès, les défis et les enseignements tirés par les pays concernant la mise en œuvre du Programme 2030 ont de nouveau été partagés par le biais des examens nationaux volontaires (ENV). 189 pays ayant présenté au moins un ENV, le processus est maintenant quasiment universel dans sa portée. Il est peu probable que les

architectes du FPHN aient pu soupçonner que la liste des pays présentant des ENV allait devoir être limitée en raison de la popularité du processus.

Cette année, 44 pays ont présenté leurs progrès en matière de développement durable dans des sessions de 10 minutes suivies de périodes de questions, avec des temps de parole strictement respectés pour garantir à tous ceux qui le souhaitent la possibilité de s'exprimer. Avec un nombre important de pays présentant leur deuxième ENV et appliquant les enseignements tirés de leurs premiers examens, les participants ont observé une « maturation » du processus d'ENV, de nombreux examens offrant un tableau informatif de la situation du pays en question.

Les délégations ont notamment présenté un examen « plus honnête » de leurs progrès en matière d'ODD, loin des exposés de « vitrines nationales » qui caractérisaient les présentations antérieures des ENV, passant à une évaluation plus approfondie des réussites et des lacunes. Cela est ressorti clairement des examens des progrès accomplis dans la lutte contre la violence sexuelle et sexiste. « Bien que nous soyons en train de faire avancer les choses », a reconnu un délégué, après un examen soulignant les efforts en cours pour réduire les cas de violence conjugale, nous sommes encore loin de sauvegarder la vie et les droits de 50% de la population mondiale ».

De nombreux participants ont également souligné la valeur d'écouter et d'apprendre des autres. Compte tenu de la complexité de la mise en œuvre d'un programme de 17 Objectifs, les bonnes pratiques peuvent être instructives, et beaucoup ont posé des questions à leurs pays voisins sur la façon dont ils ont surmonté certaines difficultés communes à la région. Par exemple, le Niger a soulevé des questions sur la manière de surmonter les défis communs auxquels sont confrontés les pays sahéliens, notamment les conflits et la dégradation des terres, tout en s'efforçant de mettre en œuvre les ODD. Et plusieurs pays en développement ont interrogé le Botswana sur son déploiement réussi d'outils d'apprentissage numériques pendant la pandémie. En ce sens, le processus joue le rôle d'un « point d'eau » où « nous pouvons apprendre des enseignements tirés par d'autres pour faciliter nos propres parcours ».

Le processus d'ENV a également contribué à mettre en lumière le rôle de la société civile dans la responsabilisation des gouvernements dans la réalisation des objectifs. Entre autres questions soulevées, les grands groupes et d'autres parties prenantes ont interrogé la Suisse et le Luxembourg sur leur statut de paradis fiscaux ; se sont interrogés sur l'incapacité d'Andorre et d'autres à faire respecter les droits des femmes ; et ont interrogé plusieurs pays sur l'inclusion de la société civile dans l'élaboration des ENV. Les interventions ont également mis l'accent sur les incursions des droits humains auxquelles sont confrontés les défenseurs de l'environnement, des centaines de personnes ayant été tuées et bien d'autres persécutées au cours de l'année passée, y compris par le biais d'actions soutenues par l'État, s'ajoutant ainsi les objectifs mêmes que les gouvernements se sont engagés à atteindre.

Ne laisser personne pour compte ?

Le fil conducteur des discussions a été le problème des moyens limités et de la dette écrasante qui rendent difficile pour de nombreux pays en développement d'atteindre leurs objectifs de développement. La pandémie a entraîné des reculs sans précédent dans la réduction de la pauvreté, reculs exacerbés par la hausse de l'inflation et la guerre en Ukraine. Selon les estimations de la Banque mondiale, cela conduira à la chute de 75 à 95 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2022, par rapport aux projections pré-pandémiques.

Dans un discours liminaire, l'économiste Jeffrey Sachs a attiré l'attention sur les conditions d'emprunt qui sont « inapplicables » pour de nombreux pays en développement, alors que le Secrétaire général des Nations Unies a souligné la nécessité d'un « New

Global Deal » pour permettre aux pays en développement d'avoir une chance équitable de construire leur propre avenir, notamment en rehaussant les limites d'accès, en réorientant les droits de tirage spéciaux inutilisés vers les pays qui en ont besoin et en relançant l'Initiative de suspension du service de la dette. En effet, beaucoup ont souligné que la vision du Programme 2030 consistant à « ne laisser personne de côté » a connu des revers particulièrement importants au cours des deux dernières années, les plus pauvres et les plus vulnérables étant les plus durement touchés par l'aggravation des crises.

Un domaine qui a connu des progrès a été celui de la création d'un groupe de haut niveau en février 2022 pour fournir des recommandations sur un Indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM) clair et cohérent. Depuis trois décennies, les petits États insulaires en développement (PEID) réclament la formulation d'une forme de mesure qui reconnaisse véritablement leur vulnérabilité aux plans tant écologique qu'économique. Bien qu'ils soient très vulnérables au changement climatique et à d'autres chocs externes, de nombreux PEID ne peuvent pas accéder à des financements concessionnels en raison de leur statut de « pays à revenu intermédiaire supérieur ». L'IVM pourrait être une alternative au revenu national brut lors de l'évaluation de l'éligibilité à un financement concessionnel, de nombreux partisans soulignant qu'il donne un idée plus nuancée de l'état de développement dans les PEID, y compris leur vulnérabilité aux chocs externes répétés. L'IVM pourrait marquer une « étape importante » vers l'amélioration du système de financement mondial en offrant une approche différenciée du financement du développement et en garantissant que le soutien indispensable parvient aux pays les plus vulnérables pour lesquels le temps presse littéralement, étant donné que la plupart des PEID perdent du terrain face à l'élévation des mers.

Dans l'ensemble, les discussions du Forum ont clairement montré que le statu quo ne fonctionne pas pour le développement durable, mais qu'il laisse plutôt la porte ouverte à l'abandon de nombreuses personnes. Beaucoup ont commenté la nécessité de transformer radicalement le système de financement mondial en vue d'assurer un soutien suffisant aux pays en développement face aux crises qui s'aggravent auxquelles ils sont confrontés. Mais reste à voir si les gouvernements se lèveront pour répondre à l'appel au changement. Comme l'a souligné le Secrétaire général António Guterres, étant donné que le système de développement initial n'a pas été créé pour profiter aux pays en développement, « il serait sans doute plus exact de dire que le système actuel fonctionne comme prévu ». Une résistance continue aux transformations dont nous avons cruellement besoin risque de durer encore longtemps.

Où allons-nous ensuite ?

Avec un calendrier chargé de sommets internationaux prévus dans les mois à venir, les participants au FPHN se sont demandé comment plusieurs conférences pourraient s'imbriquer et se renforcer mutuellement, au lieu de simplement se concurrencer pour accaparer l'attention. Au cours d'une session, l'Ambassadeur Macharia Kamau, Coprésident du groupe de travail ouvert qui a donné naissance aux ODD, a appelé à une transition permettant de passer de « l'activité de réunion à l'activité de mise en œuvre ». Alors que les engagements et les promesses s'accumulent, il ressort clairement des ENV présentés que beaucoup reste encore à faire pour accélérer les progrès sur les ODD.

Reste à voir si les conférences et sommets à venir vont s'avérer plus « que de simples ateliers de discussion ». Certains participants gardent l'espoir de voir le Sommet 'Transformer l'éducation' du Secrétaire général des Nations Unies, qui se tiendra en septembre 2022, contribuer à insuffler une dynamique et à fournir le financement nécessaire à des systèmes éducatifs adaptés aux défis du XXIe siècle, notamment en contribuant à

réduire la fracture numérique. Mais hors de ces réunions, les réalités du terrain continuent de mordre. Le monde a besoin d'une action urgente pour répondre aux 17 ODD et pour créer plus de résilience face à la crise.

Une autre préoccupation majeure pour aller de l'avant est le besoin de paix, car il n'y a pas de développement durable sans paix. En effet, les discussions sur des réalisations dans le domaine de l'éducation (ODD 4) ou celui de la santé (ODD 3) semblent surréalistes alors que les assauts militaires détruisent des infrastructures vitales causant des centaines de milliards de dollars de pertes et ravageant la vie de millions de personnes dans le monde. L'ONU a été créée à la suite d'une horrible tragédie, son objectif principal reste le maintien de la paix - mais jusqu'à présent, cet objectif demeure le plus difficile à atteindre.

Les participants à un groupe de discussion sur l'action au niveau local ont été encouragés à se rappeler que "le progrès évolue à la vitesse de la confiance". Les interactions en mode présentiel devenant de plus en plus fréquentes, comme lors de l'édition 2022 du FPHN, les opportunités de construire une action collective ne manqueront pas d'augmenter. Certains ont déclaré que l'édition 2022 du FPHN témoignait du fait que les États sont en mesure de se rassembler face à de multiples crises, mais avec la plupart des ODD loin d'être atteints et le fait qu'il ne reste guère que huit ans pour atteindre les objectifs mondiaux, comment tenir les engagements pris lors de ces conférences ? La souvent créditée « mère des ODD » – Paula Caballero – a suggéré que le bouleversement pourrait être la clé pour avancer à un rythme plus rapide. Mais c'est aux gouvernements de décider comment s'y prendre pour bouleverser le système séculaire.

Réunions à venir

GIC-5 sur la BADJN : Cette session continuera à négocier, et éventuellement à convenir, d'un instrument international juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale. **dates:** 15-26 août 2022 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** un.org/bbnj/fr

Moment ODD : Le troisième Moment ODD de la Décennie d'action pour atteindre les objectifs mondiaux se tiendra dans le cadre de la 77e session de l'AGNU. **dates:** septembre 2022 (à confirmer) **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** un.org/sustainabledevelopment/sdg-moment

Sommet Transformer l'éducation : Le Secrétaire général des Nations Unies organisera cet événement dans le cadre de la 77e session de l'AGNU. **dates:** 19 septembre 2022 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** un.org/en/transforming-education-summit

Assemblées annuelles 2022 du Groupe de la Banque mondiale/du Fonds monétaire international : Les Assemblées annuelles comprendront les réunions du Comité conjoint du développement du Groupe de la Banque mondiale/du FMI et du Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI. Le Comité de développement et le CMFI fournissent des avis aux Conseils des gouverneurs sur des questions d'intérêt mondial, notamment les perspectives économiques mondiales, l'éradication de la pauvreté, le développement économique et l'efficacité de l'aide. **dates:** 14-16 octobre 2022 **lieu:** Washington, DC **www:** worldbank.org/en/meetings/splash/about

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques : La 27e session de la Conférence des Parties (COP-27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la 17e réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 17), et la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA 4) commenceront, entre autres, les travaux sur le bilan mondial.

dates: 6-18 novembre 2022 **lieu:** Sharm El-Sheikh, Égypte

www: unfccc.int/cop27

INC-1 sur les Plastiques : La première réunion du Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin, devrait provisoirement commencer ses travaux. **dates:** 28 novembre – 2 décembre 2022 (TBC) **lieu:** Uruguay **www:** unep.org/events/unep-event/Intergovernmental-Negotiating-Committee-end-plastic-pollution

Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (CdP 15 de la CDB) : Cette réunion comprend la 15e réunion de la Conférence des Parties (CdP) à la CDB, la 10e réunion de la CdP siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et la 4e réunion de la CdP siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages. Les réunions sont prévues pour examiner la réalisation et la mise en œuvre du Plan stratégique de la CDB pour la biodiversité 2011-2020. Elles devraient également prendre une décision finale sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, ainsi que des décisions sur des sujets connexes, notamment le renforcement des capacités et la mobilisation des ressources. **dates:** 5-17 décembre 2022 **lieu:** Montréal, Canada **www:** cbd.int/meetings

Édition 2023 du FPHN : La 11e session du FPHN aura lieu pour examiner la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD. **dates:** juillet 2023 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** hlpf.un.org/

Pour d'autres réunions à venir consulter sdg.iisd.org/

Glossaire

Programme 2030	Programme de développement durable à l'horizon 2030
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
OSC	Organisations de la société civile
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
MGF	Mutilations génitales féminines
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
INN	Illégale, non déclarée et non réglementée (pêche)
PMA	Pays les moins avancés
PDSL	Pays en développement sans littoral
AMP	Aires marines protégées
PRI	Pays à revenu intermédiaire
IVM	Indice de vulnérabilité multidimensionnel
CDN	Contribution déterminée au niveau national
APD	Aide publique au développement
SCP	Consommation et production durables
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits États insulaires en développement
STI	Science, technologie et innovation
ANUE	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
ENV	Examen national volontaire